

DISCUSSIONS PRÉLIMINAIRES SUR L'AVANT-PROJET DU DOCUMENT FINAL DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: 25 AU 27 JANVIER, 2012

Les discussions préliminaires sur "l'avant-projet" du document final de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable commencent aujourd'hui au Siège de l'ONU à New York. "L'avant-projet" a été élaboré par les coprésidents et le Bureau du Comité préparatoire de la CNUDD pour servir de plate-forme aux négociations devant avoir lieu d'ici à la Conférence qui se tiendra à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012. Intitulé "L'avenir que nous voulons", l'avant-projet englobe les contributions textuelles que le Secrétariat de la CNUDD a reçues des Etats membres et autres parties prenantes ainsi que les observations et commentaires présentés au cours de la deuxième Réunion intersessions de la CNUDD, tenue les 15 et 16 décembre 2011.

BREF HISTORIQUE DES CONFÉRENCES DE L'ONU SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (CNUDD ou Rio +20) va marquer le 40^e anniversaire de la première grande conférence politique internationale qui comportait spécifiquement le mot "environnement" dans son titre. La CNUDD cherche à assurer un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable, à évaluer les progrès accomplis et les lacunes qui subsistent dans la mise en œuvre des engagements convenus antérieurement, et à relever les défis nouveaux et émergents. La Conférence mettra l'accent sur les thèmes suivants : la mise en place d'une économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté, et la création d'un cadre institutionnel du développement durable (CIDD).

CONFÉRENCE DE STOCKHOLM: La Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain (CNUEH) s'est tenue à Stockholm, en Suède, du 5 au 16 juin 1972, et a produit trois grands ensembles de décisions: la Déclaration de Stockholm, le Plan d'action de Stockholm, composé de 109 recommandations portant sur des mesures internationales à prendre par les gouvernements et les organisations internationales contre la dégradation de l'environnement, et un groupe de cinq résolutions appelant à une interdiction des essais d'armes nucléaires, à la création d'une banque des données environnementales internationales, à la concrétisation des mesures relatives au développement et à l'environnement, à la création d'un fonds pour l'environnement et à l'établissement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) devant servir de centre névralgique pour la coopération mondiale et la conclusion de traités dans le domaine environnemental.

COMMISSION BRUNDTLAND: En 1983, l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) a établi une commission indépendante pour la formulation d'un programme d'action à long terme. La Commission mondiale sur l'environnement et le développement - appelée plus communément Commission Brundtland, du nom de son président, le Dr Gro Harlem Brundtland, devait publier, en 1987, 'Our Common Future' qui a souligné le besoin d'élaborer des stratégies de développement dans tous les pays qui reconnaissent les limites de la capacité de l'écosystème à se régénérer et à absorber les déchets. La Commission a également souligné le lien entre le développement économique et les questions environnementales et a identifié l'éradication de la pauvreté comme condition nécessaire et fondamentale pour un développement écologique durable.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR
L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT:** La CNUED, connue aussi sous l'appellation de Sommet de la Terre, a eu lieu du 3 au 14 juin 1992, à Rio de Janeiro, au Brésil, et a impliqué plus de 100 chefs d'Etat et de gouvernement, des représentants de 178 pays et quelque 17.000 participants. Les principaux résultats de la CNUED sont la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, Action 21 (un programme d'action comportant 40 chapitres) et la Déclaration des Principes Forestiers. La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique ont également été ouvertes à la signature durant le Sommet de la Terre. Action 21 appelait à la création d'une Commission du développement durable (CDD), d'une Commission fonctionnelle du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) aux fins de s'assurer du suivi efficace de la CNUED, de l'amélioration de la coopération internationale et de l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre d'Action 21 aux niveaux local, national, régional et international.

SE/AGNU-19: La 19^e session extraordinaire de l'AGNU pour l'examen général et l'évaluation d'Action 21 (23-27 juin 1997, à New York) a adopté le Programme relatif à la poursuite d'Action 21. Elle a procédé à l'évaluation des progrès accomplis depuis la CNUED et à l'examen de la mise en œuvre.

SOMMET MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: Le SMDD s'est réuni du 26 août au 4 septembre 2002, à Johannesburg, en Afrique du Sud. L'objectif du SMDD, selon la résolution 55/199 de l'AGNU, était d'organiser un examen décennal de la CNUED au niveau du Sommet, pour revigorer l'engagement mondial en faveur du développement durable. Le SMDD a réuni plus de 21.000 participants venus de 191 pays. Le SMDD a négocié et adopté deux principaux documents : le Plan d'application de Johannesburg (PAJ) et la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable. Le PAJ est conçu comme un cadre d'action pour la mise en œuvre des engagements convenus. La Déclaration de Johannesburg décrit le chemin parcouru depuis la CNUED jusqu'au SMDD,

met en exergue les défis à relever, exprime un engagement en faveur du développement durable, met en relief l'importance du multilatéralisme et souligne la nécessité de la mise en œuvre.

AGNU 64: Le 24 décembre 2009, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Résolution 64/236 et a convenu de tenir la CNUDD en 2012, au Brésil. La Résolution 64/236 appelait également à la tenue de trois sessions de Comité préparatoire (PrepCom) avant la CNUDD. Le 14 mai 2010, le Secrétaire général Ban Ki-moon, a annoncé la nomination du Sous-secrétaire général aux affaires économiques et sociales, Sha Zukang, comme Secrétaire général de la Conférence. Le Secrétaire général devait ensuite nommer M. Brice Lalonde (France) et Elizabeth Thompson (Barbade) en tant que coordonnateurs.

PREPCOM I DE LA CNUDD: La première session du Comité préparatoire a eu lieu du 17 au 19 mai 2010, au siège de l'ONU à New York. Le PrepCom a évalué les progrès accomplis et les lacunes qui subsistaient dans la mise en œuvre des résultats des grands sommets sur le développement durable, ainsi que les défis nouveaux et émergents à relever, l'économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté et le CIDD. Les participants ont également organisé leurs travaux sur la voie de 2012, et ont examiné le règlement intérieur de la CNUDD.

PREMIERE REUNION INTERSESSIONS: La première réunion intersessions pour la CNUDD s'est tenue les 10 et 11 janvier 2011, au Siège de l'ONU à New York. Durant la réunion, les délégués ont écouté un résumé des conclusions du Rapport de synthèse sur la sécurisation d'un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable, qui évaluait les progrès accomplis et les lacunes qui subsistaient dans l'application des textes issus des grandes sommets sur le développement durable, et traite des défis nouveaux et émergents à relever. Des tables rondes y ont été organisées sur l'économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté, et sur le CIDD.

PREPCOM II DE LA CNUDD: La deuxième session du PrepCom a eu lieu les 7 et 8 mars 2011, au siège de l'ONU à New York. Les délégués y ont examiné les progrès réalisés et les lacunes qui subsistaient dans la mise en œuvre des résultats des grands sommets sur le développement durable, ont abordé les défis nouveaux et émergents à relever, ont discuté de la portée d'une économie verte et de l'idée d'une économie bleue, et ont débattu du CIDD. A la fin de la réunion, une décision a été adoptée sur le processus d'élaboration du projet de document final de la CNUDD.

REUNIONS SOUS-REGIONALES PREPARATOIRES DE LA CNUDD POUR LES PEID:

Trois réunions sous-régionales préparatoires ont été tenues pour donner aux PEID l'occasion d'élaborer leurs contributions au processus préparatoire de la CNUDD. La Réunion préparatoire sous-régionale pour les Caraïbes a été organisée à Georgetown, en Guyane, le 20 juin 2011. Le Comité préparatoire sous-régional pour les pays limitrophes de l'Atlantique, de l'Océan Indien, de la Méditerranée et de la Mer de Chine méridionale (AIMS), s'est réuni à Mahé, aux Seychelles, les 7 et 8 juillet 2011. La réunion sous-régionale ministérielle préparatoire conjointe pour le Pacifique s'est déroulée à Apia, Samoa, les 21 et 22 juillet 2011. Lors de ces réunions, les participants ont adopté des recommandations portant, notamment, sur la création d'une économie verte dans un monde bleu, sur le renforcement du CIDD régional et sur la valeur et avantages de l'engagement dans le processus et les opportunités qu'il représente, en particulier pour ce qui est de l'économie verte.

REUNIONS PREPARATOIRES REGIONALES DE LA CNUDD: Les commissions économiques et sociales régionales des Nations Unies ont organisé des réunions préparatoires pour les régions de l'ONU, entre septembre et décembre 2011.

La réunion préparatoire régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est tenue à Santiago, au Chili, du 7 au 9 septembre 2011. Le principal résultat de cette réunion a été une série de conclusions négociées qui comprenait des appels à la recherche de meilleures façons de mesurer la richesse des pays, qui reflètent de manière adéquate les trois piliers du développement durable, et à un CIDD mondial souple et efficace propre à assurer une intégration efficace des trois piliers. Les délégués ont

également discuté d'une proposition, avancée par la Colombie et le Guatemala, de lancer un processus visant à élaborer les objectifs de développement durable (ODD).

La Réunion préparatoire régionale arabe a eu lieu les 16 et 17 octobre 2011, au Caire, en Egypte. S'agissant de l'économie verte, les délégués ont souligné l'absence d'une définition universelle et ont convenu qu'elle devait être plutôt un outil au service du développement durable qu'un nouveau principe pouvant remplacer le développement durable. Au sujet du CIDD, certains ont indiqué qu'ils ne pouvaient pas aborder le détail des options internationales avant la clarification des propositions et de leurs implications financières. Les participants devaient également souligner la nécessité d'un équilibre entre les trois piliers du développement durable.

La réunion préparatoire régionale pour l'Asie et le Pacifique a eu lieu les 19 et 20 octobre 2011, à Séoul, en République de Corée. Au sujet de l'économie verte, beaucoup ont reconnu la valeur de l'idée, mais certains ont souligné que l'économie verte ne devait pas conduire au protectionnisme ou à des conditionnalités. Au sujet du CIDD, beaucoup étaient en faveur d'un "renforcement" du PNUE, mais il n'y a pas eu de consensus sur le point de savoir si cela devrait être réalisé à travers la transformation du PNUE en une agence spécialisée. Certains participants ont également exprimé leur intérêt et leur soutien quant à l'établissement d'un conseil du développement durable. Les participants ont adopté le "Document de Séoul", lequel document a été soumis au Comité préparatoire de Rio+20.

La réunion préparatoire régionale pour l'Afrique a eu lieu du 20 au 25 octobre 2011, à Addis-Abeba, en Ethiopie. S'agissant du CIDD, alors qu'il y avait une certaine opposition à l'idée de transformer le PNUE en une agence spécialisée, tous les participants ont convenu de la nécessité de renforcer l'organisation. Les délégués ont apporté leur appui au concept d'économie verte, tout en indiquant qu'il est besoin d'une définition plus élaborée, et que le concept ne devrait pas entraîner un protectionnisme ou des conditionnalités commerciales, et qu'il devait englober le concept de gestion durable des sols. Au sujet des moyens de mise en application, les délégués se sont engagés à la réalisation d'un certain nombre d'objectifs dont, notamment, assurer une meilleure gouvernance environnementale, la transparence et la reddition de comptes. Ils ont également appelé la communauté internationale à respecter les engagements disponibles, tels que la nécessité de doubler l'aide à l'Afrique. Les délégués ont adopté la Déclaration du consensus africain en faveur de Rio+20.

La réunion préparatoire régionale pour l'Europe et l'Amérique du Nord s'est déroulée à Genève, en Suisse, les 1er et 2 décembre 2011. Les participants y ont appelé à une amélioration du suivi et de l'évaluation des progrès accomplis dans le domaine du développement durable, à une meilleure intégration des trois piliers du développement durable et au renforcement de la cohérence et de la coopération régionale. Ils ont examiné la proposition des ODD et ont soutenu le besoin d'une feuille de route pour l'économie verte, tout en reconnaissant les différents points de vue et la nécessité de relever les défis des divers pays. Au sujet du CIDD, beaucoup ont soutenu la modernisation et la transformation du PNUE, la création d'un conseil du développement durable, le renforcement des commissions régionales et des conseils nationaux du développement durable, et la participation de la société civile. Il y a eu à la fois des expressions de soutien et d'opposition à l'égard des propositions pour une nouvelle convention internationale élaborant le Principe 10 de Rio qui porte sur l'accès à l'information et la participation du public.

DEUXIEME REUNION INTERSESSIONS POUR LA CNUDD: Cette réunion a eu lieu les 15 et 16 décembre 2011 au siège de l'ONU à New York. Les participants y ont examiné la compilation des soumissions des États, des organes de l'ONU, des organisations intergouvernementales et des grands groupes sociaux et les observations et conseils fournis pour l'élaboration, la structure et le format de "l'avant-projet" du document final qui sera adopté à la CNUDD en juin 2012.

CONSULTATIONS NON OFFICIELLES DE LA CNUDD: 25 JANVIER 2012

Les discussions préliminaires sur "l'avant-projet" du document final de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (CNUDD ou Rio +20) ont démarré le 25 janvier 2012, au siège de l'ONU à New York, aux Etats-Unis. Après une brève réunion extraordinaire du Comité préparatoire de la CNUDD, tenue pour l'élection d'un vice-président pour le Bureau, les délégués ont procédé à la présentation des observations liminaires sur l'avant-projet. Les représentants de huit coalitions de pays ont présenté des déclarations au nom de leurs groupes, suivies de déclarations de plus de 50 Etats membres et des représentants des institutions des Nations Unies et des grands groupes sociaux.

LE PREPCOM

Le coprésident John Ashe a ouvert la réunion non officielle extraordinaire du Comité préparatoire de la CNUDD tenue pour l'élection de Munawar Saeed Bhatti (Pakistan) en remplacement de Asad Khan (Pakistan) en tant que vice-président du Bureau pour le Groupe asiatique.

LES OBSERVATIONS LIMINAIRES SUR L'AVANT-PROJET

Immédiatement après l'ajournement de la réunion du PrepCom, Ashe a déclaré aux délégués que l'intention concernant l'avant-projet est de faire en sorte qu'il soit concis et précis autant que possible, puis a passé en revue les propositions qui y figurent. Sha Zukang, Secrétaire général de la CNUDD, a souligné l'importance d'aboutir à un résultat ambitieux et pratique équivalant à l'ampleur des défis qui sont posés aujourd'hui et propre à revigorer l'engagement politique. Il a suggéré d'examiner, entre autres : la manière d'élaborer des objectifs de développement durable (ODD) en tenant compte des circonstances nationales ; et l'utilisation du commerce pour plutôt faire avancer l'économie verte que l'entraver. S'agissant du cadre institutionnel du développement durable (CIDD), il a indiqué que le Conseil du développement durable proposé devrait remédier aux faiblesses de la Commission du développement durable (CDD) et accélérer la mise en œuvre. Au sujet des moyens de mise en œuvre, il a souligné : le rôle des institutions financières internationales ; l'exploration des sources de financement novatrices ; et la coopération Sud-Sud. Il a déclaré que Rio +20 doit nous mettre sur une "voie sûre et sans équivoque menant au développement durable." Il a signalé la date butoir du 17 février pour les observations et propositions concernant les articles 3, 4 et 5 du document.

L'Algérie, au nom du G-77/CHINE, a déclaré : que les fonds destinés au soutien de la participation des pays dans toutes les sessions de négociation sont insuffisants ; qu'un document de compilation comportant toutes les propositions, et non un texte révisé des coprésidents, devrait être le résultat de cette réunion ; et que la date butoir du 17 février pour les propositions devrait être étendue. Le délégué a précisé que le document manquait de vision et d'équilibre et d'orientation vers l'action et qu'il devait, entre autres : traiter des océans et des PEID dans deux chapitres distincts ; déterminer les raisons qui ont fait que les résultats de Rio et de Johannesburg n'aient pas été pleinement réalisés ; et donner la priorité aux causes profondes de la pauvreté, à l'autonomisation des pauvres et à la parité et à la promotion de la Femme. Il a appelé, entre autres, à la réforme du système financier mondial et à l'élaboration d'un registre des ressources financières et transferts de technologie mis à disposition par les pays industrialisés. Il a également appelé à un mécanisme international pour la mise en œuvre de mesures ciblées pour combler le fossé technologique et à l'examen de l'impact des droits de propriété intellectuelle sur l'accès aux technologies et transfert des technologies écologiquement rationnelles. Faisant état de l'absence de consensus sur la définition de l'économie verte, il a souligné, entre autres, la nécessité de s'assurer de l'insertion sociale, de l'équité et de l'intégration d'outils permettant de catalyser la coopération internationale. Il a indiqué qu'un CIDD efficace devrait être axé sur la mise en œuvre du développement durable et sur l'intégration de ses trois piliers.

Le délégué de l'Union européenne (UE) et ses Etats membres a souligné l'importance de la participation du public au processus décisionnel et à la mise en œuvre, et a appelé les Etats membres à rester ouverts aux grands groupes. Le Népal, au nom des pays les moins avancés (PMA) a appelé, entre autres, à l'accès universel à une énergie abordable et fiable, à des investissements dans les infrastructures de l'eau, à l'appui de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la fourniture de variétés de graines à haut rendement et résistantes au changement climatique, et à une aide pour la lutte contre la désertification et l'érosion des terres. Nauru, au nom de l'Alliance des petits Etats insulaires (AOSIS), a accueilli avec satisfaction l'appel à la tenue de la troisième Conférence mondiale pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement (PEID) en 2014, et a affirmé que les océans et le changement climatique ont besoin de plus d'attention.

Le Bénin, au nom du GROUPE AFRICAINE, a proposé le regroupement des réunions préparatoires pour faciliter la participation des pays en développement. Il a déclaré que le projet manquait d'équilibre et qu'il devait englober

des questions telles que la gestion durable des terres, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Il a indiqué que les ODD ne devaient pas remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et a soutenu l'adoption du Cadre décennal de programmation sur la consommation et la production durables (CDP sur CPD). La Libye, au nom du Groupe arabe, a souligné la nécessité d'une meilleure cohérence, ainsi que du financement, du renforcement des capacités et du transfert de technologie pour aller vers une économie verte, le développement et la justice sociale, ainsi que le besoin de s'attaquer aux difficultés rencontrées par les pays sous occupation.

La République dominicaine, au nom de la CARICOM, a souligné la nécessité d'une meilleure intégration des problèmes particuliers des PEID dans le document, et le maintien des liens entre le Programme de la Barbade et la Stratégie de Maurice. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom des PEID du Pacifique, a souligné le lien entre l'économie bleue et l'économie verte, et a accueilli avec satisfaction l'initiative de l'énergie durable pour tous. Il a appelé à des formulations portant, notamment, sur un moratoire sur la pêche au filet maillant dérivant et sur l'éliminant des pratiques de pêche destructrices. Il a soutenu la création d'une catégorie formelle des PEID au sein du système des Nations Unies. La représentante des Etats fédérés de Micronésie, au nom du FORUM DES ILES DU PACIFIQUE, a déclaré que l'édification d'une économie bleue serait bénéfique pour tous les pays. Elle a appelé à des formulations appelant : à la concrétisation des engagements pris en faveur des océans, tels que l'établissement d'un réseau mondial de zones marines protégées ; et au besoin de s'assurer que les PEID reçoivent plus d'avantages de leurs ressources océaniques.

L'ARGENTINE a déploré le manque : d'équilibre entre les trois piliers, précisant que le texte est axé sur l'environnement et le commerce ; et de différenciation entre pays en développement et pays industrialisés. La représentante a mis en exergue la souveraineté des Etats, en particulier sur leurs ressources naturelles. Le Canada a appuyé l'idée d'avoir une série d'indicateurs volontaires reflétant les différentes circonstances nationales. Le délégué a signalé que le projet est trop long et qu'il souligne de vieilles idées, notamment concernant les moyens de mise en œuvre, au lieu de promouvoir des environnements locaux propices et capables de susciter l'intérêt du secteur privé.

La CHINE a déclaré : que les moyens de mise en œuvre doit être soulignés ; que les ODD ne doivent pas établir des indicateurs contraignants ; et que la négociation et la mise en œuvre du document final doivent être conduites par les Etats membres. Le Mexique a indiqué : qu'un conseil du développement durable ne résoudrait pas les problèmes de la CDD ; qu'au sein du Conseil économique et social (ECOSOC), le pilier de l'environnement devrait être renforcé ; et que les ODD devraient être cohérents avec les ODM. Le délégué des Etats-Unis a souligné, entre autres : le rôle de l'éducation et de la recherche scientifique et technologique ; la bonne gouvernance et l'administration équitable de la justice.

Le KAZAKHSTAN a fait état d'initiatives pertinentes, notamment, celle mise en exergue dans le document intitulé "A Global Energy-Ecological Strategy for Sustainable Development", l'Initiative Green Bridge, et la table ronde sur l'économie verte, tenue en février à Astana. L'AUSTRALIE a déclaré que le document devrait se concentrer sur l'avenir et avoir un cadre unique, bref et consolidé pour l'action et le suivi. La représentante a également indiqué : que le chapitre consacré à l'économie bleue devrait être assorti d'un cadre d'action réaliste ; qu'il devrait y avoir, pour la sécurité alimentaire, un programme d'action qui complète la Convention sur la diversité biologique ; qu'un chapitre sur les pratiques minières durables devrait être inclus ; que le chapitre sur les

ODD manquait actuellement de détails quant à la façon dont il pourrait améliorer le cadre disponible ; que les ODD doivent être cohérents avec le cadre des OMD ; et que tous les principes de Rio doivent être gardés à l'esprit, au lieu de citer des principes choisis.

L'INDE a déclaré que l'avant-projet devrait : établir un meilleur lien entre l'éradication de la pauvreté et l'économie verte et les ODD ; mettre davantage l'accent sur les aspects économiques et sociaux ; comprendre un chapitre sur les modes de vie durables ; et intégrer le cadre d'action dans le principe des responsabilités communes mais différenciées. La représentante a précisé que les ODD ne devraient pas détourner les efforts en faveur des OMD, et a suggéré la tenue d'un débat informel sur la proposition d'établir un Haut Commissaire pour les générations futures.

La FEDERATION DE RUSSIE a déclaré que l'économie verte n'est pas un règlement et qu'elle ne doit pas créer des barrières commerciales. Le délégué a proposé : la création d'un groupe intergouvernemental sur le modèle du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ou la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), pour l'amélioration de la coopération entre les communautés scientifique et politique ; la réforme de l'ECOSOC ; le renforcement du PNUE à travers l'adhésion universelle ; et l'intégration des ODD dans le cadre des OMD.

La REPUBLIQUE DE COREE a proposé : l'intégration, dans le préambule, d'un mandat clair pour les ODD ; l'exposition des raisons qui ont fait que les engagements antérieurs n'aient pas été entièrement remplis ; la fourniture d'une meilleure justification de la nécessité d'une économie verte par rapport aux multiples crises actuelles ; et la présentation de nouvelles initiatives et pas simplement des engagements passés. Le délégué a accueilli favorablement la coopération Sud-Sud et celle triangulaire.

Le CHILI a encouragé l'impartition d'un temps adéquat pour les négociations. L'INDONESIE a souligné, entre autres : une participation plus large des parties prenantes dans l'élaboration des politiques ; une approche ascendante pour la feuille de route relative à l'économie verte ; et le besoin d'autres options viables pour les ODD, telles que l'élargissement du mandat de l'ECOSOC. Le PEROU a appuyé l'adoption d'une feuille de route de l'économie verte et d'ODD qui apportent une valeur ajoutée aux OMD, et a mis en exergue la diversité culturelle et l'opportunité de tirer profit des savoirs traditionnels.

Le BANGLADESH a souligné, entre autres : la souveraineté nationale ; la personnalisation du développement durable en fonction de la situation nationale ; le suivi et l'évaluation des besoins financiers ; l'ouverture des marchés à tous les produits des PMA ; et l'accès universel à l'éducation. La NORVEGE a déclaré que les ODD pourraient être un instrument clé permettant de concentrer l'engagement et de galvaniser l'action, et a souligné : la parité et la pleine autonomisation des femmes ; le besoin de s'assurer de nouveaux financements innovants et de la libéralisation des capacités du secteur privé ; le besoin de garantir l'énergie durable pour tous ; la valorisation du capital naturel ; et la nécessité de s'assurer de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La porte-parole d'ONU-FEMMES a encouragé la mention de la parité et de l'autonomisation des femmes partout dans le texte, et a mis en exergue : les femmes en tant que bénéficiaires de programmes ciblés et comme de puissants agents capables de faire avancer les trois piliers ; et le besoin d'indicateurs sexospécifiques.

Le coprésident Kim Sook a présidé la séance de l'après-midi. Il a signalé que dans l'exposé de son plan d'action quinquennal, mercredi matin, aux ambassadeurs de l'ONU, le Secrétaire général Ban Ki-moon a donné à son plan le même intitulé que

celui de l'avant-projet: "L'avenir que nous voulons". Kim a rappelé aux délégués que l'ambition d'un pays pourrait être perçue comme un défi à l'autre, et a indiqué qu'il revient à tous les membres de diriger le processus de la CNUDD.

Le BELARUS a déclaré que le document doit être succinct; traiter de thèmes tels que l'énergie et la science et la technologie; appeler à un fonds volontaire mondial pour la facilitation du transfert des technologies vertes; et répondre aux besoins des pays à revenu intermédiaire. Le BOTSWANA a appelé à un libellé sur la désertification et la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification, et à l'investissement dans des cadres institutionnels capables de donner lieu à des impacts significatifs au niveau des pays.

Le KENYA a apporté son appui à l'élaboration d'ODD et a souligné l'importance des thèmes qui touchent les pauvres, notamment, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la dégradation des sols et l'amélioration de l'accès à l'énergie durable pour tous. Le JAPON a mis en relief l'intégration de la transition vers l'économie verte dans les stratégies nationales de développement, l'amélioration des organisations existantes plutôt que la création de nouveaux, et l'intégration de la sécurité humaine comme vision de Rio +20. La JORDANIE a suggéré l'intégration d'éléments tels que les liens entre la santé et le développement durable et le résultat de la Conférence des Nations Unies de 2009 sur la crise financière et économique mondiale et son impact sur le développement. CUBA a déclaré que l'avant-projet pourrait être utilisé comme plate-forme de négociation, mais qu'il nécessite une amélioration substantielle, et a fait part de sa préoccupation quant au temps imparti aux négociations. La représentante a signalé l'absence de définition de l'économie verte, et a attiré l'attention sur la proposition de Cuba au sujet des ODD qui appelle à la tenue d'un forum interministériel mondial sur le développement durable.

Le délégué des AGRICULTEURS a déclaré: que le chapitre sur la sécurité alimentaire et l'agriculture durable manquait de mentionner le caractère urgent de ces questions; que les droits des agriculteurs et notamment celui de l'accès à la propriété foncière, doivent être garantis; et que les communautés de pêche artisanale et à petite échelle jouent un rôle crucial dans le renforcement des trois piliers. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, parlant également au nom du Fonds international pour le développement agricole, du Programme alimentaire mondial et de Bioversity International, a déclaré qu'une croissance durable dans le secteur de l'agriculture est essentielle pour l'économie verte et pour sortir les gens de la pauvreté. La représentante a mis en exergue l'importance: d'une agriculture durable et "intelligente face au changement climatique", d'une économie verte intégrative et d'une évolution des mentalités, qui nous met sur la voie d'un développement durable dans lequel l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle jouent un rôle central.

Le Danemark, au nom de l'UE, a fait part de sa préoccupation quant à l'équilibre global du texte. Il a souligné, entre autres: que la transition vers une économie verte nécessitait des initiatives et des mesures à tous les niveaux; la création d'une organisation à part entière de l'environnement, comme une agence spécialisée de l'ONU fondée sur le PNUE et basé à Nairobi; l'élaboration d'ODD cohérent avec les OMD, contribuant ainsi aux programmes de l'après-2015; une approche multipartite, y compris une meilleure implication du secteur privé et la catalyse d'investissements socialement et écologiquement responsables; la parité hommes-femmes en tant que chaîne d'entraînement de l'économie verte; le recours à toutes les sources de financement et pas uniquement à l'APD; et la réduction ou l'élimination des obstacles posés au commerce, pour faciliter l'échange des biens, des technologies et des services environnementaux.

L'ETHIOPIE a déclaré que le continent africain est le seul qui n'ait pas de pays industrialisés contribuant au changement climatique. Il a également indiqué que les ODD ne doivent pas remplacer les OMD. Le BHOUTAN a invité les participants à assister à la réunion qu'il organisera le 2 avril 2012, au siège de l'ONU, sur le thème "Bonheur et bien-être: Définition d'un nouveau paradigme économique". Le SRI LANKA a déclaré que les ODD doivent être axés sur le développement humain, et qu'un engagement politique à soutenir la titularisation et le maintien des acquis de ces pays, ainsi que l'utilisation durable des ressources marines, avec une référence particulière à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et à la surexploitation, est nécessaire. Le MAROC a déclaré que l'économie verte ne doit pas être utilisée à des fins protectionnistes et qu'elle doit être considérée comme une source de création d'emplois. Le délégué a fait état des travaux du groupe de travail sur la titularisation, et a exprimé l'espoir de voir, d'ici 2020, la moitié des PMA être titularisés.

La COLOMBIE a parlé des consultations informelles sur la proposition des ODD et a indiqué: qu'ils doivent être universels, mais adaptés aux particularités nationales; que l'éradication de la pauvreté doit être un objectif absolu; et que le nombre d'ODD doit être limité. La représentante a souligné la nécessité de déterminer les thèmes transversaux pertinents pour tous les ODD, et a précisé qu'il n'y avait pas de convergence de vues sur le processus de leur élaboration, les possibilités englobant la détermination d'un ou de deux qui pourraient être testés après Rio. Le délégué des ILES SALOMON a souligné, entre autres: l'intégration des ressources marines dans le préambule / le tableau général et du renouvellement de l'engagement politique dans les chapitres de l'avant-projet; le renforcement de la coopération multilatérale; du financement et du transfert de technologies; la fourniture de directives pour le processus de transition vers l'économie verte: et l'allocation de davantage de temps pour les réunions informelles-informelles. L'EQUATEUR: a déclaré que le projet manquait d'équilibre; a fait part de ses préoccupations concernant les ajustements structurels que nécessite l'économie verte, qui risquent d'exiger des coûts supplémentaires; a mis en exergue les modes de consommation et de production durables; et a soutenu l'idée d'un nouvel ordre économique mondial permettant de passer à des modes de consommation et de production durables.

La COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a appelé: à l'insertion d'une référence aux limites planétaires; à l'initiation d'efforts nouveaux et inédits visant à mettre à contribution la science et l'innovation; et au lancement d'un mécanisme intégratif mondiale pour, entre autres, la coordination scientifique et le renforcement des capacités dans les pays en développement. L'UNESCO a appelé à un investissement accru et soutenu dans la science et l'éducation à tous les niveaux, à une approche du développement durable, axée sur les êtres humains et fondée sur les droits, à l'intégration de la dimension culturelle et à des sociétés vertes. Le délégué a souligné le rôle des médias dans le renforcement de la sensibilisation du public. Parlant également au nom de la COMMISSION OCEANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE, il a signalé que l'acidification des océans nécessitait une attention urgente et que les ODD doivent comprendre la gouvernance des océans de manière globale.

Le NEPAL a souligné les défis particuliers auxquels font face les pays des montagnes, et a déclaré que son pays accueillerait une conférence des pays de montagne en mars 2012 à Katmandou. Faisant état des capacités limitées pour faire face aux crises financière, alimentaire et énergétique, il a appelé à un mécanisme pour aider les pays de montagne à affronter ces crises et à augmenter leur résilience. La GUYANE: a appelé à une plus grande ambition, à davantage de clarté et à l'uniformité

du document, et a déploré le manque d'attention, dans le texte, à l'augmentation des disparités au sein des pays et entre eux, soulignant l'importance d'une plus grande équité comme priorité urgente. Au sujet des ODD, il a posé la question de savoir si les institutions nouvelles ou réformées avaient des chances de fonctionner efficacement en l'absence d'une volonté politique accrue.

L'OUGANDA a déclaré que les solutions doivent être adaptées aux besoins des pays qui se trouvent à différents niveaux de développement et de vulnérabilité. Il a signalé que les thèmes absents du document, qui sont importants pour l'Afrique et qui ont des implications pour le développement durable, sont: l'urbanisation, les migrations internes et internationales, la désertification, la sécheresse et l'érosion des sols, et l'adaptation au changement climatique.

Le délégué des COMORES a déclaré que des crises multiples sont venues annuler les acquis précédents et ont été causées par la spéculation dans les pays industrialisés. Il a indiqué que les engagements pris à tous les niveaux devraient être concrétisés. L'IRAN a souligné que les crises économique et financière actuelles sont un gros problème et que le manque de régulation dans le système économique et les modes de consommation et de production des pays industrialisés devraient être reconsidérés. Il a appelé: à la réforme du système financier mondial, à l'examen des raisons pour lesquelles les engagements n'ont pas été mis en œuvre et de la façon d'encourager la volonté politique et d'attirer davantage l'attention sur la désertification et la sécheresse en Asie et en Afrique. La MALAISIE a déclaré que l'économie verte ne doit pas être utilisée comme un outil protectionniste, et qu'une priorité doit être accordée au renforcement des piliers économique et social.

Le SAINT-SIEGE a souligné la nécessité, pour les Etats, de promouvoir un véritable développement humain, y compris le développement environnemental, social, éthique, moral et spirituel. Le délégué du COMMERCE ET INDUSTRIE a souligné, entre autres, la nécessité d'une politique et de cadres réglementaires clairs, d'efforts accélérés dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de la sécurité alimentaire et énergétique et de la protection contre la divulgation de données de réglementation et d'information privées.

L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE a déclaré: qu'une meilleure santé devrait être un indicateur de la réalisation du développement durable; que "L'avenir que nous voulons" devrait être un avenir sain; et que la prévention des risques environnementaux pour la santé conduit à des situations gagnantes à tous les coups. GRENADA a mis en relief: les mécanismes et structures de soutien, telles que la coopération Sud-Sud dans le domaine de la pêche durable, l'énergie durable et l'agriculture durable; la nécessité d'attirer un financement supplémentaire, et le besoin de contributions au Fonds d'affectation spéciale de la CNUDD.

L'AFRIQUE DU SUD a déclaré que le chapitre consacré au renouvellement de l'engagement politique, dans l'avant-projet, devrait être plus fort sur les engagements politiques en faveur de l'action, et a suggéré l'ajout d'un engagement à un soutien important aux pays en développement, en particulier en Afrique. Le PAKISTAN a suggéré, entre autres: la tenue de consultations officieuses sur la proposition d'établir un conseil du développement durable; et l'amélioration de la participation des institutions financières internationales. Le délégué a affirmé que la réussite reposait sur la mise en œuvre au niveau national. Il a poursuivi en indiquant que le Bureau devrait envisager une "des formulations optionnelles" pour la prochaine phase des négociations.

La NOUVELLE-ZELANDE a déclaré que la réunion de mars prochain devrait discuter d'objectifs qui sous-tendent les propositions, et qu'il devrait y avoir un échange de vues général avant de commencer les négociations le paragraphe par

paragraphe. La THAÏLANDE a déclaré que le document n'a pas abordé les catastrophes naturelles, la santé, et le développement agricole durable, et qu'il devrait intégrer un mécanisme d'application et des incitations pour le renforcement des capacités. La représentante a souligné l'établissement de "centres d'excellence" en partenariat avec les pays ou les instituts régionaux concernés.

Un représentant des COMMISSIONS REGIONALES DES NATIONS UNIES a appelé à une plus grande attention aux cadres institutionnels aux niveaux régional et national, y compris les liens avec les ODD mondiaux, et au renforcement et l'ECOSOC. Il a mis en exergue la valeur d'un développement durable intégratif et équitable, soulignant l'importance des rôles des femmes et des jeunes à cet égard. Il a précisé que les commissions sont des partenaires naturels pour la mise en œuvre de toute plate-forme envisagée pour le partage des connaissances, et que le Mécanisme de Commission régionale doit continuer à servir de plate-forme de collaboration.

DANS LES COULOIRS

Les délégués ont semblé prendre à cœur les paroles du Secrétaire général de la CNUDD, Sha Zukang, dans sa déclaration liminaire, que "la période la plus intense des préparatifs de Rio +20 commence maintenant". Beaucoup ont fait remarquer que les observations préliminaires sur l'avant-projet étaient très détaillées, et d'autres ont félicité le Bureau et le Secrétariat pour avoir réussi à condenser 6000 pages de commentaires dans un document de 19 pages. Tous les intervenants ont indiqué qu'il fallait travailler davantage sur le projet, mais certains ont noté avec soulagement que les délégués avaient plus ou moins accepté de travailler avec le texte disponible. Le large éventail des ajouts proposés au projet de texte a suscité de nombreuses remarques dans les couloirs, certains estimant que ces ajouts n'étaient pas pour autant inspirés par les discussions. Des intervenants ont indiqué qu'ils espéraient aboutir à un document concis, mais certains ont prédit que dans un premier temps le texte gonflera, étant donné le large éventail des sujets et propositions abordés dans le débat général, avant d'être dégrossi.

A l'extérieur de la salle de conférence principale, dans certaines réunions parallèles bien fréquentées, organisées en marge de la Conférence, les participants se sont engagés dans des débats à caractère plus interactifs. Un participant a présenté le résumé d'un atelier d'une journée, tenu le 19 janvier, sur la dimension commerciale de Rio +20, qui a porté en particulier sur les impacts liés au commerce dans une économie verte, organisée par la CNUCED, la CEPALC et le DAES. Les messages issus de cette journée comprenaient la nécessité de protéger les soi-disant "perdants" de la transition commerciale, et une demande de la CNUCED d'élaborer des recommandations pour "l'enrichissement" du projet de texte. En réponse, les représentants de la CNUCED ont proposé d'appeler à la création d'un Forum sur l'économie verte et le commerce, ainsi qu'à un accord international sur l'espace des politiques vertes. Une réunion parallèle nocturne sur le thème "L'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté: Exploration des expériences nationales", parrainée par le gouvernement des Pays-Bas et organisée par le PNUE, le DAES et le PNUD, s'est déroulée avec des participants debout.

CONSULTATIONS NON OFFICIELLES DE LA CNUDD: JEUDI 26 JANVIER 2012

Dans la matinée, les représentants des gouvernements, des institutions des Nations Unies et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont présenté leurs observations liminaires sur l'avant-projet. Dans l'après-midi, les délégués ont entamé des négociations sur les deux premiers chapitres du projet de texte.

LES OBSERVATIONS SUR L'AVANT-PROJET

Beaucoup de pays ont déclaré que le résultat devrait être plus équilibré, plus ambitieux et davantage orienté vers l'action, mais ont indiqué que le texte actuel pouvait être utilisé comme plateforme pour les négociations.

ISRAËL a mis en exergue l'eau et la technologie et a appelé à placer davantage l'accent sur l'agriculture verte et sur l'éducation au service du développement durable, en particulier pour les jeunes. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS s'est opposé à l'idée d'une économie verte fondée sur des mesures volontaires par le secteur privé, a déploré l'absence de référence à l'inégalité, et a encouragé la conclusion d'un accord sur l'imposition d'une taxe sur les transactions financières. La SUISSE a appelé à des mesures et actions concrètes et limitées dans le temps; à une plus grande spécificité sur le passage à une économie plus verte et à des orientations sur les ODD proposés; et à davantage de données sur l'ensemble des engagements proposés. Le porte-parole des AUTORITES LOCALES a encouragé davantage de progrès sur le développement urbain durable et la mise en relief du rôle des gouvernements locaux dans le CIDD.

Le NICARAGUA a appelé: à un mécanisme de transfert de technologie, à des changements dans les modes actuels de consommation et de production; à la réforme de l'architecture financière internationale; et à une nouvelle éthique du développement durable, qui favorise la justice sociale et environnementale. Le délégué de SAINT-VINCENT-ET-GRENADES a mis en exergue: la livraison rapide et fiable de l'aide au développement déjà engagée; l'adaptation du résultat aux besoins des pays en développement; et l'adoption d'une approche centrée sur les personnes. Le VENEZUELA a souligné: la reconnaissance des combustibles fossiles comme élément important de la palette énergétique; la garantie de l'accès à l'énergie pour les pays en développement; la sécurisation de l'accès à l'alimentation, à l'agriculture et à la démocratie; et le respect par les pays industrialisés de leurs engagements, notamment, dans le domaine des transferts financiers et technologiques.

Le BRÉSIL a déclaré: que le document final et Rio +20 doit être pertinent aux niveaux multilatéral, national et de la société civile; que les ODD doivent être un outil pour l'intégration du développement durable à tous les niveaux; qu'il devrait y avoir des rapports sur le développement durable, tels que les Perspectives de l'environnement mondial; que le développement durable devrait être intégré dans la planification du développement national; et que la participation de la société civile devrait être intégrée dans les discussions du développement durable et dans sa mise en œuvre. Le PNUE a suggéré de consolider les différents "cadres d'action" dans

l'avant-projet dans un chapitre unique. Le PNUD a encouragé un résultat solide sur l'énergie et une approche transversale de l'autonomisation des femmes et des filles. L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL a déclaré que les prochaines réunions de son Conseil d'administration et sa Conférence prendront des décisions touchant aux thèmes de la CNUDD.

Le délégué des MALDIVES a souligné: le changement climatique; les océans et les questions de pêche; l'énergie durable; le soutien aux PEID; et, la parité et l'autonomisation des femmes. Le COSTA RICA a déclaré que la réalisation des OMD devrait être un processus permettant de parvenir au développement durable et que les synergies entre les conventions, notamment celles sur les produits chimiques, les déchets et l'environnement, devraient être assurées. La BOLIVIE a souligné l'harmonie avec la nature à travers l'adoption d'une approche de développement holistique et a exprimé sa crainte de voir l'économie verte favoriser les marchés, le paiement des services environnementaux et un rôle faible pour l'Etat. Le délégué s'est opposé à la mention de l'ajustement structurel, a souligné le rôle des peuples autochtones et a accueilli avec satisfaction la proposition des ODD. Les ONG ont appelé, entre autres: à l'adoption d'un nouveau traité pour enchâsser le principe 10 à tous les niveaux; à une convention sur la responsabilité environnementale et sociale des entreprises; à un conseil du développement durable; et à la transformation du PNUE en une agence spécialisée avec la pleine participation des grands groupes dans le processus décisionnel et dans la mise en œuvre.

Le délégué des PEUPLES AUTOCHTONES a appelé: à la reconnaissance de la culture comme le 4^{ème} pilier du développement durable; et à l'insertion de références à "l'économie verte" pour rendre compte des multiples valeurs fournies par les économies locales. Le délégué des ENFANTS et des JEUNES a souligné: la jeunesse en tant qu'acteur clé dans une économie verte; la parité et les droits des femmes en matière de procréation; l'amélioration du PNUE et sa transformation en une agence spécialisée; et la prévision d'un médiateur pour les générations futures. L'ARABIE SAOUDITE a souligné le droit au développement et l'éradication de la pauvreté comme priorités absolues pour atteindre une croissance économique durable. Le LIECHTENSTEIN a mis l'accent, entre autres, sur la parité et sur les liens entre l'économie verte, la primauté du droit et l'opportunité économique. Le délégué a soutenu la mise à niveau du PNUE en tant qu'agence spécialisée, et l'élaboration d'un registre mondial du développement durable.

Le délégué des PHILIPPINES a déclaré que Rio +20 devrait être liée à la réalisation des OMD d'ici 2015 et qu'elle devrait englober un cadre de développement durable intégrant la gestion des catastrophes et des risques climatiques. Le fonds des Nations unies pour la population a déclaré que le texte devrait faire référence à l'accès universel à la planification familiale et à la santé procréative. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a proposé de définir, au début du débat, des indicateurs et des objectifs appropriés pour les efforts de verdissement de l'énergie, ainsi que le renforcement de la coopération de l'ONU sur les thèmes, tels que 'ONU-Energie' et 'ONU-Eau'. L'Union internationale des télécommunications a souligné le rôle de l'information et des communications dans le cadre infrastructurel du développement durable. Le délégué de TRINITE-ET-TOBAGO a soutenu le lancement d'un processus d'élaboration des ODD, une fois leur relation avec

les OMD clairement définie, et le renforcement du PNUD dans les domaines clés. La SLOVAQUIE a demandé au Secrétaire général de fournir une proposition sur la manière dont l'ECOSOC pourrait aligner son travail sur les objectifs du développement durable. Le GHANA a appelé: à la reconnaissance des institutions comme 4ème pilier du développement durable; à la réorientation des ressources aux fins de favoriser la transition vers une économie verte; à des formulations plus fortes sur la recherche et la gestion des connaissances, la science et la technologie et leurs liens avec la politique, et l'intégration des questions de parité. La TURQUIE a encouragé une concentration sur la différenciation des pays et sur l'éradication de la pauvreté dans les zones rurales.

La FRANCE a souligné l'adoption de mesures pour la participation publique au niveau mondial, avant, pendant et après Rio +20, et a signalé qu'elle accueillera une conférence sur la gouvernance environnementale internationale, le 31 janvier. L'ISLANDE a mis l'accent sur l'engagement de la société civile et sur le traitement, entre autres, des questions de l'environnement marin, des énergies renouvelables et de la parité hommes-femmes. La porte-parole des FEMMES a souligné, entre autres: l'ajout d'un chapitre sur la santé et le bien-être; le traitement des terres, de l'énergie et de l'alimentation en tant que secteurs clés; la mise en place d'un plancher de protection sociale; une mise en œuvre globale du Principe 10 de Rio; et la mise en place d'un organe international indépendant d'évaluation et de suivi des technologies. L'Organisation internationale pour les migrations, également pour la Stratégie internationale de prévention des catastrophes, a souligné: la nécessité d'un cadre de développement durable comprenant des mesures concrètes pour la prévention des risques naturels; l'insertion d'une référence au Cadre d'action de Hyogo; et l'intégration de la migration dans la prévention des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique. L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature a mis en relief: la participation du public; la reddition de comptes; l'établissement d'un lien étroit entre la plate-forme intergouvernementale pour les services écosystémiques et la plate-forme de connaissances proposée; et l'élimination des subventions.

LES NEGOCIATIONS SUR LE PROJET DE TEXTE

Dans le débat mené l'après-midi sur les propositions d'amendements aux deux premiers chapitres de l'avant-projet, le coprésident Kim Sook a signalé que les chapitres consacrés au Preamble /présentation et au renouvellement de l'engagement politique ont augmenté passant de 2 pages et demie à 31 pages.

Dans le libellé introductif sur les chefs d'Etat et de gouvernement, l'UE, avec les Etats-Unis, a proposé de se référer aux représentants des peuples du monde. Le délégué des Etats-Unis a proposé de supprimer la référence aux chefs d'Etat et de gouvernement.

Au sujet de l'éradication de la pauvreté, et de la stabilité et croissance économique qui profitent à tous, le G-77/CHINE a ajouté l'équité sociale et la durabilité environnementale. L'UE a suggéré l'insertion de paragraphes appelant, entre autres, à la bonne gouvernance et à la primauté du droit aux niveaux national et international.

Au sujet de l'accélération des avancées dans la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, le G-77/CHINE, soutenu par l'UE, a proposé l'insertion d'une formulation réaffirmant l'engagement à atteindre ces objectifs.

Dans le paragraphe consacré à l'engagement, de nombreux délégués ont déclaré qu'ils ne comprennent pas la référence à "systèmes de soutien de la vie." Le MEXIQUE a proposé un libellé stipulant qu'un développement économique donnant lieu à trop de produits carbonés n'est pas durable.

Au sujet des objectif et thèmes de la conférence, l'UE a proposé l'insertion d'un libellé explicitant davantage la vision intégrée dans les principaux thèmes de la conférence, notamment, la nécessité de prendre des mesures aux niveaux mondial, régional, national et local, et de s'assurer d'une meilleure cohérence au niveau des politiques. L'UE a également proposé l'insertion d'une formulation signalant que le coût de l'inaction dépasse le coût de l'action et que l'action favorisera la durabilité.

Au sujet du renouvellement de l'engagement politique et du sous-paragraphe réaffirmant les principes de Rio, le G-77/CHINE a proposé d'ajouter un paragraphe sur l'importance d'un multilatéralisme intégratif, transparent et efficace, et de la participation pleine et équitable des pays en développement.

Dans le texte réaffirmant l'engagement envers les accords passés, l'UE a proposé d'ajouter la Conférence internationale sur la population. La Suisse a proposé d'ajouter, entre autres, une référence à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Dans le texte qui se réfère au principe de responsabilités communes mais différenciées, les ETATS-UNIS et le JAPON ont proposé de supprimer la référence à des principes particuliers.

Le G-77/CHINE a proposé l'insertion d'une référence à de nouveaux accords passés, et a encouragé les pays à mettre en œuvre les engagements qu'ils ont pris dans le cadre des Conventions de Rio, entre autres.

Au sujet du texte consacré aux progrès et changements survenus depuis 1992, l'UE a ajouté une formulation sur la recherche et le développement technologique. Le G-77/CHINE a ajouté un libellé sur les écarts croissants entre pays industrialisés et pays en développement. L'Australie a déclaré que le texte doit reconnaître que des centaines de millions de personnes ont été sorties de la pauvreté. La Suisse a proposé l'insertion d'un libellé sur les progrès accomplis dans la protection de la couche d'ozone, dans la réglementation du commerce international des espèces menacées d'extinction et dans la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et déchets dangereux, entre autres.

L'UE a proposé un nouveau libellé sur les impacts des modes non durables de consommation et de production sur la capacité des écosystèmes à se renouveler et sur la dynamique des populations. Le G-77/CHINE a proposé un libellé sur le manque de mise en œuvre et d'intégration et leurs impacts sur les défis posés à l'échelle mondiale, notamment le changement climatique.

Au sujet de l'engagement national en faveur du développement durable, le G-77/CHINE a proposé un libellé qui met en exergue les efforts entrepris pour l'intégration du développement durable dans les politiques et plans nationaux. L'UE a proposé un libellé reconnaissant des exemples de progrès et de leadership dans le développement durable. La Suisse a proposé un texte qui souligne le défi de la cohérence entre les politiques sociales, environnementales et économiques.

Au sujet des obstacles et lacunes dans la mise en œuvre des engagements convenus au niveau international, l'UE a déclaré que le texte d'origine est trop négatif. Le G-77/CHINE a proposé des paragraphes supplémentaires traitant: de la pauvreté; de l'aide au développement; des habitudes de consommation et de production; des grands défis et crises actuels; et du chômage.

Au sujet de l'éradication de la pauvreté et de la faim, le CANADA et les ETATS-UNIS ont déclaré que le texte proposé par le G-77/Chine sur l'autodétermination et l'occupation étrangère n'est pas approprié pour ce document.

Au sujet du libellé portant sur les défis auxquels se trouvent confrontés divers groupes de pays, le G-77/CHINE a proposé de le remplacer par des paragraphes distincts évoquant les besoins des PMA, des PEID, des pays africains, des pays à revenu intermédiaire et des pays enclavés, et un paragraphe sur le commerce. La Biélorussie et le Mexique ont appuyé les références aux pays à revenu intermédiaire. L'UE, soutenue par la République de Corée, a ajouté un nouveau paragraphe portant sur les efforts internationaux visant à améliorer l'efficacité de l'aide et la promotion d'une coopération efficace dans le domaine du développement. La Suisse a ajouté une référence aux pays montagneux en développement. La Nouvelle-Zélande a apporté son appui à la référence, proposée par l'UE, aux pays en conflit.

Dans le paragraphe consacré à la diversité, l'UE a souligné la diversité culturelle et naturelle. Le G-77/CHINE a proposé l'insertion de paragraphes sur: l'adoption d'une approche holistique permettant de vivre en harmonie avec la nature; le rôle des droits de propriété intellectuelle et leur impact sur le transfert de technologie; et les sanctions unilatérales qui affectent la capacité d'atteindre un développement durable.

DANS LES COULOIRS

A l'issue d'un briefing matinal très fréquenté sur le Groupe de haut niveau sur les principaux résultats de la Durabilité mondiale, beaucoup ont déclaré être impatients de voir le lancement du rapport final du Groupe d'experts attendu lundi 30 janvier, au Sommet de l'Union africaine, qui se tiendra à Addis-Abeba, Ethiopie. Les délégués ont souligné la pertinence du Groupe de haut niveau pour la CNUDD, l'un d'eux signalant que "beaucoup des propositions du Groupe reflètent nos négociations en cours sur l'avant-projet". Certains ont également indiqué qu'ils attendaient avec impatience les consultations non officielles programmées vendredi, à l'heure du déjeuner, sur les ODD, et qu'ils espèrent y gagner plus clarté sur le processus. "Nous soutenons l'idée d'élaborer des ODD", a déclaré l'un des participants, "mais nous nous attendons à des négociations intenses quand on en viendra à la question de savoir exactement quels sont les thèmes spécifiques devront être inclus dans les objectifs eux-mêmes".

COMPTE RENDU FINAL DU ENB: Le numéro du Earth Negotiations Bulletin consacré à la synthèse et à l'analyse finale des consultations non officielles de la CNUDD sera disponible dès le lundi 30 janvier 2012, à l'adresse: <http://www.iisd.ca/uncsd/idzod/>

DISCUSSIONS INITIALES SUR L'AVANT-PROJET DU DOCUMENT FINAL DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE: 25-27 JANVIER 2012

Les discussions initiales sur «l'avant-projet» du document final de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (CNUDD ou Rio+20) se sont déroulées au Siège de l'ONU à New York du 25 au 27 janvier 2012. «L'avant-projet» a été élaboré par les coprésidents et le Bureau du Comité préparatoire de la CNUDD. Dans leurs déclarations liminaires, les délégués ont convenu qu'il servirait de plate-forme aux négociations prévues d'ici la Conférence qui se tiendra à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012. Intitulé «L'avenir que nous voulons», l'avant-projet est le résultat de près de 6000 pages de contributions que le Secrétariat de la CNUDD a reçues des Etats Membres et autres parties prenantes, ainsi que des observations et commentaires présentés les 15 et 16 décembre 2011, durant la deuxième Réunion intersessions de la CNUDD.

Les délégations ont présenté des observations écrites sur les deux premiers chapitres de l'avant-projet – les chapitres consacrés au Préambule/mise en place du décor et au Renouveau de l'engagement politique - avant les discussions de janvier, et ont entamé des négociations sur ces chapitres. Les observations écrites sur les trois chapitres restants -qui portent sur l'économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté, sur le cadre institutionnel pour le développement durable et sur le Cadre d'action et de suivi- sont dues d'ici le 29 février 2012. Le Secrétariat élaborera un document de compilation de ces observations pour utilisation lors des premières négociations informelles-informelles sur le projet du document final, prévues du 19 au 23 mars 2012.

A l'issue des discussions initiales, les participants ont été heureux de constater que certains progrès ont été accomplis, avec l'acceptation de l'avant-projet comme plate-forme des négociations et avec le démarrage des négociations. Ils ont toutefois souligné que l'objectif d'un document ambitieux et orienté vers l'action nécessitera des négociations tout aussi ambitieuses durant les 145 jours qui séparent la fin des consultations de janvier et le début de Rio+20.

BREF HISTORIQUE DES CONFÉRENCES DES NATIONS UNIES SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

La Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (CNUDD ou Rio+20) va marquer le 40^e anniversaire de la première grande conférence politique internationale qui comportait spécifiquement le mot «environnement» dans son titre. La CNUDD cherche à assurer un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable, à évaluer les progrès accomplis et les lacunes qui subsistent dans la mise en œuvre des engagements convenus antérieurement, et à relever les défis nouveaux et émergents. La Conférence mettra l'accent sur les thèmes suivants: la mise en place d'une économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté, et la création d'un cadre institutionnel du développement durable (CIDD).

CONFERENCE DE STOCKHOLM: La Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain (CNUEH) s'est tenue à Stockholm, en Suède, du 5 au 16 juin 1972, et a produit trois grands ensembles de décisions: la Déclaration de Stockholm, le Plan d'action de Stockholm, composé de 109 recommandations portant sur des mesures internationales à prendre par les

DANS CE NUMÉRO

Bref historique des Conférences des Nations Unies sur le développement durable	1
Compte rendu de la Consultation informelle CNUDD	3
Les observations présentées sur l'avant-projet	3
Négociations sur l'avant-projet	5
Les déclarations de clôture	8
Brève analyse de la Consultation non officielle de la CNUDD	8
Réunions à venir	10
Glossaire	12

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Leila Mead, Nathalie Risse, Ph.D. et Lynn Wagner, Ph.D. Edition numérique: Diego Noguera. Version française: Mongi Gadhoom - Correctrice: Myriam Gadhoom. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la commission européenne (DG-ENV), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), et le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2012, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le gouvernement australien, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., IIDD, New York, New York 10022, USA.

gouvernements et les organisations internationales contre la dégradation de l'environnement, et un groupe de cinq résolutions appelant à une interdiction des essais d'armes nucléaires, à la création d'une banque des données environnementales internationales, à la concrétisation des mesures relatives au développement et à l'environnement, à la création d'un fonds pour l'environnement et à l'établissement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) devant servir de centre névralgique pour la coopération mondiale et la conclusion de traités dans le domaine environnemental.

COMMISSION BRUNDTLAND: En 1983, l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) a établi une commission indépendante pour la formulation d'un programme d'action à long terme. La Commission mondiale sur l'environnement et le développement - appelée plus communément Commission Brundtland, du nom de son président, le Dr Gro Harlem Brundtland, devait publier, en 1987, 'Our Common Future' qui a souligné le besoin d'élaborer des stratégies de développement dans tous les pays qui reconnaissent les limites de la capacité de l'écosystème à se régénérer et à absorber les déchets. La Commission a également souligné le lien entre le développement économique et les questions environnementales et a identifié l'éradication de la pauvreté comme condition nécessaire et fondamentale pour un développement écologique durable.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT: La CNUED, connue aussi sous l'appellation de Sommet de la Terre, a eu lieu du 3 au 14 juin 1992, à Rio de Janeiro, au Brésil, et a impliqué plus de 100 chefs d'Etat et de gouvernement, des représentants de 178 pays et quelque 17.000 participants. Les principaux résultats de la CNUED sont la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, Action 21 (un programme d'action comportant 40 chapitres) et la Déclaration des Principes Forestiers. La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique ont également été ouvertes à la signature durant le Sommet de la Terre. Action 21 appelait à la création d'une Commission du développement durable (CDD), d'une Commission fonctionnelle du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) aux fins de s'assurer du suivi efficace de la CNUED, de l'amélioration de la coopération internationale et de l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre d'Action 21 aux niveaux local, national, régional et international.

SE/AGNU-19: La 19^e session extraordinaire de l'AGNU pour l'examen général et l'évaluation d'Action 21 (23-27 juin 1997, à New York) a adopté le Programme relatif à la poursuite d'Action 21. Elle a procédé à l'évaluation des progrès accomplis depuis la CNUED et à l'examen de la mise en œuvre.

SOMMET MONDIAL SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE: Le SMDD s'est réuni du 26 août au 4 septembre 2002, à Johannesburg, en Afrique du Sud. L'objectif du SMDD, selon la résolution 55/199 de l'AGNU, était d'organiser un examen décennal de la CNUED au niveau du Sommet, pour revigorer l'engagement mondial en faveur du développement durable. Le SMDD a réuni plus de 21.000 participants venus de 191 pays. Le SMDD a négocié et adopté deux principaux documents: le Plan d'application de Johannesburg (PAJ) et la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable. Le PAJ est conçu comme un cadre d'action pour la mise en œuvre des engagements convenus. La Déclaration de Johannesburg décrit le chemin parcouru depuis la CNUED jusqu'au SMDD,

met en exergue les défis à relever, exprime un engagement en faveur du développement durable, met en relief l'importance du multilatéralisme et souligne la nécessité de la mise en œuvre.

AGNU 64: Le 24 décembre 2009, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Résolution 64/236 et a convenu de tenir la CNUDD en 2012, au Brésil. La Résolution 64/236 appelait également à la tenue de trois sessions de Comité préparatoire (PrepCom) avant la CNUDD. Le 14 mai 2010, le Secrétaire général Ban Ki-moon, a annoncé la nomination du Sous-secrétaire général aux affaires économiques et sociales, Sha Zukang, comme Secrétaire général de la Conférence. Le Secrétaire général devait ensuite nommer M. Brice Lalonde (France) et Elizabeth Thompson (Barbade) en tant que coordonnateurs.

PREPCOM I DE LA CNUDD: La première session du Comité préparatoire a eu lieu du 17 au 19 mai 2010, au siège de l'ONU à New York. Le PrepCom a évalué les progrès accomplis et les lacunes qui subsistaient dans la mise en œuvre des résultats des grands sommets sur le développement durable, ainsi que les défis nouveaux et émergents à relever, l'économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté et le CIDD. Les participants ont également organisé leurs travaux sur la voie de 2012, et ont examiné le règlement intérieur de la CNUDD.

PREMIERE REUNION INTERSESSIONS: La première réunion intersessions pour la CNUDD s'est tenue les 10 et 11 janvier 2011, au Siège de l'ONU à New York. Durant la réunion, les délégués ont écouté un résumé des conclusions du Rapport de synthèse sur la sécurisation d'un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable, qui évaluait les progrès accomplis et les lacunes qui subsistaient dans l'application des textes issus des grands sommets sur le développement durable, et traite des défis nouveaux et émergents à relever. Des tables rondes y ont été organisées sur l'économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté, et sur le CIDD.

PREPCOM II DE LA CNUDD: La deuxième session du PrepCom a eu lieu les 7 et 8 mars 2011, au siège de l'ONU à New York. Les délégués y ont examiné les progrès réalisés et les lacunes qui subsistaient dans la mise en œuvre des résultats des grands sommets sur le développement durable, ont abordé les défis nouveaux et émergents à relever, ont discuté de la portée d'une économie verte et de l'idée d'une économie bleue, et ont débattu du CIDD. A la fin de la réunion, une décision a été adoptée sur le processus d'élaboration du projet de document final de la CNUDD.

REUNIONS SOUS-REGIONALES PREPARATOIRES DE LA CNUDD POUR LES PEID: Trois réunions sous-régionales préparatoires ont été tenues pour donner aux PEID l'occasion d'élaborer leurs contributions au processus préparatoire de la CNUDD. La Réunion préparatoire sous-régionale pour les Caraïbes a été organisée à Georgetown, en Guyanne, le 20 juin 2011. Le Comité préparatoire sous-régional pour les pays limitrophes de l'Atlantique, de l'Océan Indien, de la Méditerranée et de la Mer de Chine méridionale (AIMS), s'est réuni à Mahé, aux Seychelles, les 7 et 8 juillet 2011. La réunion sous-régionale ministérielle préparatoire conjointe pour le Pacifique s'est déroulée à Apia, Samoa, les 21 et 22 juillet 2011. Lors de ces réunions, les participants ont adopté des recommandations portant, notamment, sur la création d'une économie verte dans un monde bleu, sur le renforcement du

CIDD régional et sur la valeur et avantages de l'engagement dans le processus et les opportunités qu'il représente, en particulier pour ce qui est de l'économie verte.

REUNIONS PREPARATOIRES REGIONALES DE LA CNUDD: Les commissions économiques et sociales régionales des Nations Unies ont organisé des réunions préparatoires pour les régions de l'ONU, entre septembre et décembre 2011.

La **réunion préparatoire régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes** s'est tenue à Santiago, au Chili, du 7 au 9 septembre 2011. Le principal résultat de cette réunion a été une série de conclusions négociées qui comprenait des appels à la recherche de meilleures façons de mesurer la richesse des pays, qui reflètent de manière adéquate les trois piliers du développement durable, et à un CIDD mondial souple et efficace propre à assurer une intégration efficace des trois piliers. Les délégués ont également discuté d'une proposition, avancée par la Colombie et le Guatemala, de lancer un processus visant à élaborer les objectifs de développement durable (ODD).

La **Réunion préparatoire régionale arabe** a eu lieu les 16 et 17 octobre 2011, au Caire, en Egypte. S'agissant de l'économie verte, les délégués ont souligné l'absence d'une définition universelle et ont convenu qu'elle devait être plutôt un outil au service du développement durable qu'un nouveau principe pouvant remplacer le développement durable. Au sujet du CIDD, certains ont indiqué qu'ils ne pouvaient pas aborder le détail des options internationales avant la clarification des propositions et de leurs implications financières. Les participants devaient également souligner la nécessité d'un équilibre entre les trois piliers du développement durable.

La **réunion préparatoire régionale pour l'Asie et le Pacifique** a eu lieu les 19 et 20 octobre 2011, à Séoul, en République de Corée. Au sujet de l'économie verte, beaucoup ont reconnu la valeur de l'idée, mais certains ont souligné que l'économie verte ne devait pas conduire au protectionnisme ou à des conditionnalités. Au sujet du CIDD, beaucoup étaient en faveur d'un «renforcement» du PNUE, mais il n'y a pas eu de consensus sur le point de savoir si cela devrait être réalisé à travers la transformation du PNUE en une agence spécialisée. Certains participants ont également exprimé leur intérêt et leur soutien quant à l'établissement d'un conseil du développement durable. Les participants ont adopté le «Document de Séoul», lequel document a été soumis au Comité préparatoire de Rio+20.

La **réunion préparatoire régionale pour l'Afrique** a eu lieu du 20 au 25 octobre 2011, à Addis-Abeba, en Ethiopie. S'agissant du CIDD, alors qu'il y avait une certaine opposition à l'idée de transformer le PNUE en une agence spécialisée, tous les participants ont convenu de la nécessité de renforcer l'organisation. Les délégués ont apporté leur appui au concept d'économie verte, tout en indiquant qu'il est besoin d'une définition plus élaborée, et que le concept ne devrait pas entraîner un protectionnisme ou des conditionnalités commerciales, et qu'il devait englober le concept de gestion durable des sols. Au sujet des moyens de mise en application, les délégués se sont engagés à la réalisation d'un certain nombre d'objectifs dont, notamment, assurer une meilleure gouvernance environnementale, la transparence et la reddition de comptes. Ils ont également appelé la communauté internationale à respecter les engagements disponibles, tels que la nécessité de doubler l'aide à l'Afrique. Les délégués ont adopté la Déclaration du consensus africain en faveur de Rio+20.

La **réunion préparatoire régionale pour l'Europe et l'Amérique du Nord** s'est déroulée à Genève, en Suisse, les 1^{er} et 2 décembre 2011. Les participants y ont appelé à une amélioration du suivi et de l'évaluation des progrès accomplis dans le domaine du développement durable, à une meilleure intégration des trois piliers du développement durable et au renforcement de la cohérence et de la coopération régionale. Ils ont examiné la proposition des ODD et ont soutenu le besoin d'une feuille de route pour l'économie verte, tout en reconnaissant les différents points de vue et la nécessité de relever les défis des divers pays. Au sujet du CIDD, beaucoup ont soutenu la modernisation et la transformation du PNUE, la création d'un conseil du développement durable, le renforcement des commissions régionales et des conseils nationaux du développement durable, et la participation de la société civile. Il y a eu à la fois des expressions de soutien et d'opposition à l'égard des propositions pour une nouvelle convention internationale élaborant le Principe 10 de Rio qui porte sur l'accès à l'information et la participation du public.

DEUXIEME REUNION INTERSESSIONS POUR LA CNUDD: Cette réunion a eu lieu les 15 et 16 décembre 2011 au siège de l'ONU à New York. Les participants y ont examiné la compilation des soumissions des Etats, des organes de l'ONU, des organisations intergouvernementales et des grands groupes sociaux et les observations et conseils fournis pour l'élaboration, la structure et le format de «l'avant-projet» du document final qui sera adopté à la CNUDD en juin 2012.

COMPTE RENDU DE LA CONSULTATION INFORMELLE CNUDD

Mercredi 25 janvier 2012, les discussions initiales sur «l'avant-projet» du document final de la CNUDD ont été ouvertes par le co-président du Comité préparatoire, John Ashe (Antigua et Barbuda). Ashe a invité les délégués à tenir une brève réunion spéciale du Comité préparatoire de la CNUDD pour élire Munawar Saeed Bhatti (Pakistan) en remplacement de Asad Khan (Pakistan), en tant que vice-président pour le Groupe asiatique. Le Secrétaire général de la CNUDD, Sha Zukang, devait ensuite souligner la nécessité d'un résultat ambitieux et pratique à la hauteur des défis posés aujourd'hui et de revigorer l'engagement politique. Il a déclaré que Rio+20 doit nous mettre sur une «voie sans équivoque menant au développement durable».

Mercredi 25 et jeudi matin 26 janvier, près de 100 représentants de coalitions de pays, d'Etats membres, d'institutions et d'organisations des Nations Unies et des grands groupes sociaux ont présenté des observations d'ouverture sur l'avant-projet. Jeudi après-midi 26 et vendredi 27 janvier, les délégués ont mené une première lecture et ont commencé une deuxième lecture des deux premiers chapitres de l'avant-projet. Ce compte rendu résume les observations présentées et les négociations menées sur les deux premiers chapitres de l'avant-projet.

LES OBSERVATIONS PRESENTEES SUR L'AVANT-PROJET

Dans leurs observations générales sur l'avant-projet, de nombreux pays ont indiqué que le résultat devrait être plus équilibrée, plus ambitieux et plus orientée vers l'action, mais que le texte actuel pouvait servir de plate-forme pour des négociations.

L'Algérie, au nom du Groupe des 77 et Chine (G-77/Chine), a indiqué que le résultat de cette réunion devrait être un document de compilation comprenant toutes les propositions avancées. Le délégué a ajouté que le document devrait déterminer les raisons qui ont fait que les résultats de Rio et de Johannesburg n'aient pas été pleinement réalisés, et a appelé, entre autres: à la réforme du système financier mondial; à l'élaboration d'un registre sur les ressources financières disponibles et le transfert des technologies des pays industrialisés; et à l'examen de l'impact des droits de propriété intellectuelle sur le transfert des technologies. L'Argentine a souligné la souveraineté des Etats, en particulier sur leurs ressources naturelles. La Chine a déclaré: que les ODD ne doivent pas établir des indicateurs contraignants et que les négociation et mise en œuvre du document final devraient être conduites par les Etats membres. Le Mexique a déclaré que le pilier environnemental de l'ECOSOC devrait être renforcé et qu'un Conseil de développement durable ne résoudre pas les problèmes de la CDD.

L'Inde a suggéré la tenue d'un débat informel sur la proposition de créer un Haut Commissaire pour les générations futures. Le Pérou a mis en exergue la diversité culturelle et la nécessité de tirer parti des savoirs traditionnels. Au sujet des ODD, la Colombie a déclaré, entre autres: qu'ils doivent être adaptés aux particularités nationales, que l'éradication de la pauvreté devrait y constituer un objectif primordial et que les points de vue concernant le processus de leur élaboration sont divergents.

L'Equateur a fait part de sa préoccupation concernant les ajustements structurels relatifs à l'économie verte et a plaidé pour un nouvel ordre économique mondial pour le passage à des modes de consommation et de production durables (MCPD). La Malaisie a indiqué qu'une priorité devrait être accordée au renforcement du pilier social et du pilier économique. La Thaïlande a apporté son appui à l'idée d'établir des «centres d'excellence». Le Nicaragua a appelé à une nouvelle éthique du développement durable, qui favorise la justice sociale et environnementale.

Le Venezuela a souligné la reconnaissance des combustibles fossiles comme importantes dans la palette énergétique. Le Brésil a déclaré: que les ODD doivent être un outil pour l'intégration du développement durable et que la participation de la société civile doit être intégrée dans les discussions et la mise en œuvre du développement durable. La Bolivie a déclaré qu'elle craignait de voir l'économie verte venir favoriser les marchés, le paiement des services environnementaux et un faible rôle pour l'Etat.

Le Népal, au nom des pays les moins avancés (PMA), a appelé, entre autres, à l'accès universel à une énergie abordable et fiable. Le Bénin, au nom du Groupe africain, a déclaré que les ODD ne doivent pas remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et a soutenu l'adoption d'un cadre décennal de programmation des modes de consommation et de production durables (cdpmcpd). Le Ghana a appelé à la reconnaissance des institutions en tant que quatrième pilier du développement durable. La Libye, au nom du Groupe arabe, a appelé à l'examen des difficultés rencontrées par les populations vivant sous occupation.

Nauru, au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a déclaré que les océans et le changement climatique nécessitent davantage d'attention. La République dominicaine, au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a souligné le besoin d'une meilleure intégration des problèmes particuliers des

PEID dans le document. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom des PEID du Pacifique, a souligné le lien entre l'économie bleue et l'économie verte. Les Etats fédérés de Micronésie, au nom du Forum des îles du Pacifique, a appelé à l'insertion d'un libellé appelant à s'assurer que les PEID reçoivent des avantages plus importants de leurs ressources océaniques.

Cuba a réitéré sa proposition concernant le CIDD pour la création d'un forum interministériel mondial sur le développement durable. La Guyane a souhaité savoir si les institutions nouvelles ou réformées avaient des chances de fonctionner efficacement en l'absence d'une volonté politique accrue. Le délégué de Saint-Vincent-et-Grenadines a souligné la nécessité d'adapter les résultats aux besoins des pays en développement.

L'Union européenne (UE) a mis en exergue, entre autres: l'établissement d'une organisation environnementale à part entière, en tant qu'institution spécialisée de l'ONU, adossée sur le PNUE et basée à Nairobi; l'élaboration d'ODD cohérents avec les OMD; une approche multipartites; l'appui sur toutes les sources de financement et pas seulement sur l'aide publique au développement (APD); et la réduction ou l'élimination des barrières commerciales. La Slovaquie a demandé au Secrétariat de fournir une proposition sur la manière dont l'ECOSOC pourrait aligner ses travaux sur les objectifs de développement durable.

La Fédération de Russie a proposé de réformer l'ECOSOC et de renforcer le PNUE à travers l'adhésion universelle. La Biélorussie a appelé à la création d'un fonds mondial volontaire pour la facilitation du transfert des technologies vertes et au traitement des besoins des pays à revenu intermédiaire.

Le délégué des Etats-Unis a mis l'accent sur la nécessité de la bonne gouvernance et d'une administration équitable de la justice. Le Canada a appuyé l'élaboration d'une série d'indicateurs volontaires reflétant les différentes circonstances nationales. La Norvège a souligné: la parité et l'autonomisation des femmes et la nécessité de garantir l'énergie durable pour tous. L'Australie a appuyé l'insertion d'un chapitre consacré à la nécessité de pratiques minières durables. Le Japon a mis en relief le besoin d'intégrer la transition vers l'économie verte dans les stratégies nationales de développement.

La République de Corée a proposé l'insertion d'un mandat clair concernant les ODD dans le préambule. La Suisse a appelé à des mesures et actions concrètes et inscrites dans des calendriers précis. Le Lichtenstein a soutenu l'idée de moderniser le PNUE en tant qu'institution spécialisée, et la mise en place d'un registre mondial sur le développement durable. La Turquie a encouragé la concentration sur la différenciation entre les pays.

Les Agriculteurs ont souligné le rôle essentiel des communautés de pêche artisanale et à petite échelle dans le développement durable. La Communauté scientifique et technologique a appelé, entre autres, à la coordination scientifique et au renforcement des capacités dans les pays en développement. Le délégué des secteurs du Commerce et de l'Industrie a souligné la nécessité d'une politique et de cadres réglementaires clairs, et d'une protection contre la divulgation de données et renseignements privés réglementaires. Le délégué des syndicats des travailleurs s'est opposé à l'idée d'une économie verte fondée sur des mesures volontaires prises par le secteur privé, et a encouragé la conclusion d'un accord sur l'imposition d'une taxe sur les transactions financières. Le

délégué des Autorités locales a encouragé davantage de progrès sur le développement urbain durable. Le porte-parole des ONG a appelé, entre autres, à l'adoption d'un nouveau traité intégrant le Principe 10 de Rio; une convention sur l'imputabilité des entreprises; et la transformation du PNUE en une institution spécialisée. Le représentant des Peuples autochtones a appelé à la reconnaissance de la culture comme quatrième pilier du développement durable. Le délégué des Enfants et des Jeunes a présenté les jeunes comme étant un acteur clé dans l'économie verte, et le besoin d'un médiateur pour les générations futures. La porte-parole des Femmes a soutenu l'insertion d'un chapitre sur la santé et le bien-être et la fixation d'une plate-forme de protection sociale.

L'UICN a souligné le lien étroit entre la plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) et la plate-forme des connaissances proposée. La représentante d'ONU-Femmes a mis en exergue les femmes en tant que bénéficiaires des programmes ciblés et en tant qu'agents puissants capables de faire avancer les trois piliers. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, parlant également pour le Fonds international pour le développement agricole, le Programme alimentaire mondial et l'organisation 'Bioversity International', a déclaré qu'une croissance durable dans le secteur de l'agriculture est essentielle pour une économie verte et pour sortir les gens de la pauvreté.

L'UNESCO a appelé à un investissement accru et soutenu dans la science. S'exprimant également au nom de la Commission océanographique intergouvernementale, le délégué a déclaré que le CIDD doit aborder la gouvernance des océans, de manière globale. L'Organisation mondiale de la Santé a déclaré qu'une meilleure santé devrait être un indicateur de la réalisation du développement durable. Le porte-parole des Commissions régionales des Nations Unies a appelé à une plus grande attention au cadre institutionnel, aux niveaux régional et national, et au renforcement de l'ECOSOC.

Le PNUE a proposé une consolidation des différents «cadres d'action» mentionnés dans l'avant-projet, en un chapitre unique. Le PNUD a encouragé un solide résultat sur l'énergie et une approche transversale pour l'autonomisation des femmes et des filles.

L'Organisation internationale du Travail a déclaré que les prochaines réunions de son Conseil d'administration et sa conférence auront des décisions liées à la CNUDD. Le Fonds des Nations Unies pour la population a déclaré que le texte devrait faire référence à l'accès universel à la planification familiale et à la santé reproductive. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a proposé de déterminer, au début du débat, des indicateurs et des objectifs appropriés pour les efforts de verdissement de l'énergie. Le délégué de l'Organisation internationale pour les migrations, parlant aussi au nom de la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes, a souligné la nécessité: d'un cadre de développement durable comprenant des mesures concrètes pour prévenir les risques et dangers naturels; et de l'intégration de la migration dans la prévention des risques de catastrophes et dans les stratégies d'adaptation au changement climatique. L'Union internationale des télécommunications a souligné le rôle de l'information et des communications dans l'infrastructure du développement durable.

Pour les résumés complets de ces déclarations, visitez: <http://www.iisd.ca/vol27/enb2714f.html> et <http://www.iisd.ca/vol27/enb2715f.html>

NEGOCIATIONS SUR L'AVANT-PROJET

Avant la réunion, les délégations avaient soumis leurs propositions d'amendements aux deux premiers chapitres de l'avant-projet: le préambule/la mise en place du décor et le Renouveau de l'engagement politique. Le coprésident Sook Kim (République de Corée) a souligné au début de la première lecture, jeudi après-midi, qu'avec toutes les propositions soumises, ces deux chapitres sont passés de 2 pages et demie à 31 pages. Les délégués ont conclu leur première lecture de ces chapitres, vendredi matin, et ont ensuite effectué une deuxième lecture du premier chapitre et une partie du deuxième chapitre, vendredi après-midi. Les négociations sur les deux premiers chapitres sont organisées ci-dessous suivant les numéros des paragraphes qui figurent dans le document de l'avant-projet publié le 10 janvier 2012.

PRÉAMBULE/MISE EN PLACE DU DECOR: Dans le **paragraphe 1**, consacré la résolution des chefs d'Etat et de gouvernement à travailler ensemble, l'UE, avec les Etats-Unis, a proposé de s'y référer à 'représentants des peuples du monde'. Le délégué des Etats-Unis a proposé de supprimer de référence à 'chefs d'Etat et de gouvernement'. La Nouvelle-Zélande a proposé d'insérer le terme 'développement durable' dans le paragraphe. L'UE a remis en question la proposition de la Suisse d'y intégrer la société civile à un niveau équivalent à celui des dirigeants, pour ce qui est de l'endossement du document. La Suisse a précisé que sa proposition visait à souligner le caractère intégratif de Rio+20, mais a reconnu la préoccupation que la société civile n'adopterait pas l'accord de la même manière que les gouvernements. Le délégué a également demandé s'il y avait une définition du terme futur «heureux». Le Japon a indiqué que la déclaration doit être un message envoyé par les gouvernements aux populations et qu'elle appartient aux dirigeants politiques.

Dans le **paragraphe 2**, sur l'éradication de toutes les formes de pauvreté et la nécessité d'œuvrer pour la stabilité et pour une croissance économique profitant à tous, le G-77/Chine a proposé l'insertion d'un libellé appelant à l'équité sociale et à la durabilité environnementale. L'UE a suggéré l'insertion de paragraphes portant, entre autres, sur la bonne gouvernance et la primauté du droit aux niveaux national et international. L'UE a demandé plus d'informations sur: la référence à la protection des «droits des générations futures», proposée par la République de Corée, et de la part du G-77/Chine concernant la référence qu'il a proposée à la «reconnaissance du caractère urgent que doit revêtir l'engagement à prendre des mesures structurées qui se renforcent mutuellement, y compris l'établissement des mécanismes et actions convenus au niveau intergouvernemental pour l'intégration complète des piliers du développement durable». La Nouvelle-Zélande a suggéré que ce paragraphe devrait être clairement axé sur ce que nous voulons voir être réalisé à Rio. La Suisse a proposé de remplacer le terme «croissance» par le terme «prospérité», et a indiqué que d'autres idées, telles que la référence à «opportunités», proposée par l'UE, pourraient être également acceptables. Le délégué a réaffirmé que l'éradication de la pauvreté est l'objectif primordial, mais qu'il ne souhaitait pas imposer à autrui une quelconque priorité. La Suisse a demandé des précisions sur la formulation «des mesures structurées qui se renforcent mutuellement» figurant dans le texte proposé par le G-77/Chine au sujet de l'approche intégrée. Le Saint-Siège a soutenu l'idée d'accorder à l'éradication de la pauvreté une place

importante dans le résultat. Le Mexique a accepté la proposition du G-77/Chine de faire de l'éradication de la pauvreté, l'objectif primordial.

Dans le **paragraphe 3**, sur l'accélération des progrès dans la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, le G-77/Chine, soutenu par l'UE, a proposé l'insertion d'un libellé réaffirmant l'engagement à atteindre ces objectifs. La Norvège, la Suisse et l'UE ont préféré «objectifs convenus au niveau international.»

Dans le **paragraphe 4**, sur l'engagement à traiter les questions actuelles et émergentes, de nombreux délégués ont déclaré ne pas comprendre les références, figurant partout dans l'avant-projet, à la préservation et à la protection «des systèmes de soutien de la vie». Le Mexique a proposé l'insertion d'un libellé indiquant qu'un développement économique à haute intensité carbonique n'est pas soutenable. L'UE a déclaré que les amendements proposés par le G-77/Chine mettent trop l'accent sur le développement, par opposition aux trois piliers du développement durable. La Suisse a déclaré que le texte doit saisir le concept de protection, de mise en valeur et de préservation des écosystèmes. Le Saint-Siège a soutenu le texte avancé par le G-77/Chine sur la promotion de la dignité humaine. Le délégué des Etats-Unis a déclaré que le nouveau libellé axé sur les droits n'est pas approprié pour ce document. Le Mexique a appuyé l'insertion d'une référence aux ressources naturelles et à la notion de capacité des écosystèmes.

Dans le **paragraphe 5**, sur l'objectif et les thèmes devant être retenus pour la conférence, l'UE a proposé un texte qui, selon le délégué, rendait plus explicite la vision intégrée dans les principaux thèmes de la conférence, y compris la nécessité de prendre des mesures aux niveaux mondial, régional, national et local, et d'assurer une meilleure cohérence des politiques. L'UE a également proposé un libellé soulignant que le coût de l'inaction dépasse le coût de l'action et que l'action favorisera la durabilité. L'UE a demandé des éclaircissements sur le texte proposé par la Fédération de Russie et appelant à une nouvelle éthique universelle complète de l'humanité. La Fédération de Russie a expliqué que le texte proposé n'est peut-être pas un texte préalablement convenu, mais que l'éthique joue un rôle important dans la formulation des politiques publiques. L'UE a également demandé des éclaircissements sur la proposition du Kazakhstan de se référer à une énergie suffisante et efficace, comme objectif stratégique dans la mise en œuvre des mécanismes d'intégration des piliers pour tous les pays. Le G-77/Chine et les Etats-Unis ont demandé des éclaircissements de la part de l'UE concernant la référence qu'elle a proposée, de reconnaître que «le coût de l'inaction dépasse de loin celui de l'action.» L'UE a déclaré qu'il est nécessaire de rappeler que si nous ne prenons pas des mesures dès maintenant, le coût qu'exigera la résolution de ces problèmes sera beaucoup plus élevé plus tard. Le Mexique a appuyé la conclusion proposée par le G-77/Chine dans le préambule de l'objectif de la Conférence, conclusion qui stipule qu'au point où nous en sommes dans le document, il est nécessaire de dire au lecteur ce qui va suivre.

RENOUVELER L'ENGAGEMENT POLITIQUE: Dans le **paragraphe 6**, sur la réaffirmation de la Charte des Nations Unies, le G-77/Chine a proposé d'ajouter un paragraphe sur l'importance du multilatéralisme intégratif, transparent et efficace, et sur la participation pleine et équitable des pays

en développement. L'UE a proposé d'ajouter un paragraphe rappelant la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement.

Dans le **paragraphe 7**, sur la réaffirmation de l'engagement à faire avancer le progrès, le G-77/Chine a proposé d'ajouter un paragraphe réaffirmant les principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement.

Dans le **paragraphe 8**, sur la réaffirmation de l'engagement à la réalisation des accords passés, l'UE a proposé d'ajouter une référence à la Conférence internationale sur la population et le développement. La Suisse a proposé d'ajouter des références à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, à la Déclaration de Nairobi, à la Déclaration ministérielle de Malmö, à la Déclaration ministérielle de Bali, à la décision de Carthagène sur le renforcement de la gouvernance environnementale internationale et au Plan stratégique de Bali pour le renforcement des capacités et l'appui technologique. Le G-77/Chine a proposé un paragraphe alternatif appelant au renforcement du développement durable au niveau mondial à travers des efforts multilatéraux et nationaux, en faisant référence au principe des responsabilités communes mais différenciées et au droit souverain des Etats sur leurs ressources naturelles.

Au **paragraphe 9**, sur la reconnaissance des principes de responsabilités communes mais différenciées et le droit souverain des Etats sur leurs ressources naturelles, les Etats-Unis, le Japon et la Nouvelle-Zélande ont proposé de supprimer les références à ces principes particuliers de la Déclaration de Rio. Le G-77/Chine a proposé de faire référence à d'autres accords passés, et à l'encouragement des pays à mettre en œuvre leurs engagements au titre des Conventions de Rio, entre autres. Dans un paragraphe supplémentaire proposé par le G-77-Chine, sur les engagements pris au titre des Conventions de Rio, l'UE s'est opposée à la référence au principe de responsabilités communes mais différenciées. Au sujet d'un paragraphe consacré au Consensus de Monterrey, proposé par le G-77/Chine, l'UE a déclaré qu'il ne reflète pas adéquatement l'équilibre de ce consensus et la Nouvelle-Zélande a proposé sa suppression. L'UE a soutenu le paragraphe portant sur l'urbanisation durable, proposé par le Mexique.

Dans le **paragraphe 10**, sur la reconnaissance des progrès et changements réalisés depuis le Sommet de la Terre en 1992, l'UE a proposé un libellé supplémentaire sur la recherche et développement et sur les innovations technologiques du secteur privé et autres parties prenantes. Le G-77/Chine a proposé un libellé supplémentaire sur les écarts croissants entre les pays industrialisés et les pays en développement. L'UE a déclaré que cela ne reflétait pas la réalité et que de nombreux pays en développement ont réduit l'écart. L'Australie a proposé un libellé appelant à reconnaître que des centaines de millions de personnes ont été sorties de la pauvreté. La Suisse a proposé un texte soulignant que des progrès ont été accomplis dans la protection de la couche d'ozone, dans la régulation du commerce international des espèces menacées et dans la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et déchets dangereux à travers des réglementations internationales. Concernant le paragraphe proposé par le Mexique et stipulant que le développement durable est encore une entreprise commune, un certain nombre de pays ont déclaré ne pas comprendre ce qui est entendu par «entreprise commune».

Au **paragraphe 11**, sur les revers et la gravité des menaces auxquelles nous sommes confrontés, l'UE a proposé un nouveau libellé sur les impacts des modes de consommation et de production non durables, sur la capacité des écosystèmes et sur la dynamique des populations. Le G-77/Chine a proposé un libellé sur les insuffisances au niveau de la mise en œuvre et de l'intégration et leurs impacts sur les défis posés à l'échelle mondiale, notamment le changement climatique. Un certain nombre de parties a déclaré que le paragraphe sur les multiples crises interdépendantes était incompréhensible et que sa clarification est nécessaire. L'UE s'est déclarée préoccupée par le lien établi entre ces sujets et le principe de responsabilités communes mais différenciées, comme proposé dans le paragraphe avancé par le G-77/Chine.

Au **paragraphe 12**, sur l'engagement national en faveur du développement durable, le G-77/Chine a proposé un libellé soulignant les efforts entrepris pour l'intégration du développement durable dans les politiques et plans nationaux. L'UE a proposé un libellé reconnaissant des exemples de progrès et de leadership dans le domaine du développement durable. La Suisse a proposé un libellé soulignant le défi de la cohérence entre les politiques économiques, sociales et environnementales.

Dans le **paragraphe 13**, sur les obstacles et les lacunes qui subsistent dans la mise en œuvre des engagements convenus au niveau international, l'UE a déclaré que le texte original est trop négatif. Le G-77/Chine a proposé des paragraphes supplémentaires portant sur: la pauvreté comme sujet primordial; le manque de respect des engagements convenus au niveau international, les pays industrialisés et le changement de leurs modes de consommation et de production; les crises et les défis majeurs actuels; et, le chômage et le sous-emploi. Au paragraphe proposé par le G-77/Chine sur l'adoption d'un cadre décennal de programmation des modes de consommation et de production durables, l'UE a réitéré le texte qui était quasiment convenu à la CDD 19 et a indiqué que le cadre décennal de programmation des modes de consommation et de production durables devrait s'appliquer à tous les pays et pas uniquement aux pays industrialisés.

Au **paragraphe 14**, sur les efforts visant à éradiquer la pauvreté et la faim, le Canada et les Etats-Unis ont déclaré que le libellé proposé par le G-77/Chine sur l'autodétermination et l'occupation étrangère n'est pas approprié pour ce document. Le G-77/Chine a demandé aux parties opposées à ce libellé de fournir les raisons de leur opposition.

Au **paragraphe 15**, sur les défis auxquels font face divers groupes de pays, le G-77/Chine a proposé de remplacer le paragraphe unique par des paragraphes distincts traitant des besoins des PMA, les PEID, des pays africains, des pays à revenu intermédiaire et des pays enclavés, avec un paragraphe sur commerce. La Biélorussie et le Mexique ont apporté leur appui aux références proposées aux pays à revenu intermédiaire. L'UE, soutenue par la République de Corée, a proposé d'ajouter un nouveau paragraphe portant sur les efforts internationaux visant à améliorer l'efficacité de l'aide et à promouvoir une coopération au développement efficiente. La Suisse a ajouté une référence aux Etats en développement de montagne. La Nouvelle-Zélande a appuyé la référence aux pays en conflit, proposée par l'UE.

Dans le **paragraphe 16**, sur la diversité du monde et la contribution de toutes les cultures et civilisations, l'UE a mis en relief la diversité culturelle et la diversité naturelle. Le G-77/

Chine a proposé d'ajouter des paragraphes sur: une approche holistique permettant de vivre en harmonie avec la nature; le rôle des droits de propriété intellectuelle et leur impact sur le transfert de technologie; et les sanctions unilatérales qui affectent la capacité de parvenir à un développement durable. La Fédération de Russie a proposé un paragraphe supplémentaire demandant au Secrétaire général, en consultation avec les Etats membres, d'élaborer un document volontaire sur les valeurs, les principes et l'éthique de la durabilité économique, sociale et environnementale, partagés à l'échelle mondiale.

Au **paragraphe 17**, sur la large participation du public au processus décisionnel, le G-77/Chine a proposé un libellé sur l'accès à l'information et aux délibérations judiciaires et administratives. L'UE a souligné l'importance de la participation aux niveaux local, national, régional et international. La Suisse a suggéré de rendre ce paragraphe axé davantage sur l'action en le plaçant dans le paragraphe consacré au «Cadre d'action et suivi». La Suisse et le Liechtenstein ont proposé un libellé sur l'engagement de la société civile dans la mise en œuvre des politiques et programmes de développement durable, outre l'élaboration des politiques. La République de Corée a suggéré un texte soulignant la nécessité, pour les gouvernements, de créer des environnements propices à la participation. Le Mexique a proposé un texte appelant à «reconnaître la nécessité d'inclure les parlementaires dans les grands groupes». Le Saint-Siège a proposé d'ajouter une référence aux institutions confessionnelles dans la liste des intervenants.

Le **paragraphe 18**, sur une meilleure participation de la société civile, le G-77/Chine a proposé une nouvelle formulation qui décrit les mesures à prendre pour l'amélioration de la participation dont, notamment, le renforcement des cadres et des politiques visant à faciliter l'accès à l'information et le transfert de technologie en tant qu'éléments essentiels au travail de réduction de l'écart technologique. L'UE a suggéré un libellé établissant des mesures de protection de la participation efficace, y compris le respect du droit à la liberté d'association et de réunion, et a suggéré l'insertion d'un paragraphe portant sur les femmes et la parité. Le délégué des Etats-Unis a proposé de remplacer «renforcement du droit d'accès à l'information» par «amélioration de la disponibilité de l'information» à la société civile. La Norvège a suggéré un texte qui vise à renforcer le droit d'accéder aux délibérations judiciaires et administratives. La Suisse a proposé de préciser que l'accès à l'information se réfère aux données détenues par les autorités publiques.

Le **paragraphe 19**, sur le rôle du secteur privé dans le cheminement vers le développement durable, le G-77/Chine a proposé un texte qui, entre autres, précise la nécessité de prendre en compte la législation et les politiques nationales pertinentes dans la promotion du développement durable par le secteur privé et qui souligne l'importance d'appliquer des normes de responsabilité et d'imputabilité. L'UE a proposé un texte: spécifiant les façons dont le secteur privé peut assurer une croissance verte et trouver les opportunités que pourrait offrir une économie verte; et appelant à s'assurer de la mise en place d'un cadre prévisible, cohérent et réglementaire favorable à l'avancement du développement durable. La Suisse a proposé le texte qui décrit les mesures que le secteur privé pourrait prendre pour favoriser une économie verte. La République de Corée a suggéré un texte appelant les Etats membres à encourager les conditions favorables à l'action par le secteur privé. La Norvège a suggéré un texte soulignant la nécessité d'impliquer à la fois

le secteur public et le secteur privé, et d'établir des politiques permettant de refléter les coûts sociaux et environnementaux dans les prix et dans les décisions. La Serbie a proposé un texte appelant au renforcement des partenariats public-privé.

Au **paragraphe 20**, sur le rôle essentiel des gouvernements locaux, le G-77/Chine a proposé un libellé affirmant le rôle principal des gouvernements nationaux et des instances législatives nationales dans la promotion du développement durable. L'UE a signalé que le texte devrait se concentrer sur le rôle des gouvernements locaux dans la participation des citoyens. Le Canada a proposé d'ajouter une référence aux acteurs «infranationaux», pour rendre compte du rôle des Etats fédéraux.

Au **paragraphe 21**, sur les peuples autochtones et les enfants et les jeunes, le G-77/Chine a déclaré qu'il devrait comporter des paragraphes distincts sur le rôle des peuples autochtones et celui des enfants et des jeunes, ainsi que des paragraphes supplémentaires sur les femmes, sur les personnes handicapées et sur les syndicats des travailleurs. La Suisse a proposé de mentionner l'ensemble des grands groupes. Le Saint-Siège a soutenu l'idée d'avoir des références distinctes à ces acteurs, et a proposé d'y ajouter une référence à la «solidarité intergénérationnelle».

Aux **paragraphes 22** (amélioration de la gouvernance et de la capacité), **23** (revigorer le partenariat mondial pour le développement durable) et **24** (cadre politique mondial exigeant des grandes entreprises privées de prendre en considération les questions de durabilité), de nombreux intervenants ont suggéré la consolidation des paragraphes et la considération de la possibilité de placer ailleurs dans le document. Le délégué des Etats-Unis a déclaré qu'il ne devrait pas y avoir de mandat pour la prise de mesures spécifiques par le secteur privé. La Norvège a proposé un texte soulignant l'importance d'une meilleure coopération et cohérence entre l'ONU, les institutions financières internationales et l'Organisation mondiale du commerce. Le Liechtenstein a proposé d'ajouter une référence à l'amélioration de la «responsabilité», ainsi que l'amélioration de la gouvernance et de la capacité. L'Islande a déclaré qu'il devrait y avoir une forte présence des vues des femmes.

LES DECLARATIONS DE CLÔTURE

Dans son allocution de clôture, le Secrétaire général de la CNUDD, Sha Zukang, a souligné que le fait que l'avant-projet ait été accepté et que les délégués aient entamé les négociations est encourageant comme point de départ pour les négociations. Il a souligné que le résultat est entre les mains des gouvernements et qu'ils doivent faire en sorte qu'il soit ambitieux et orienté vers l'action. Il a noté que les ODD pourraient être une contribution importante de Rio+20, et que ces objectifs pourraient aider à guider la mise en place d'une économie verte dans le cadre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. Il a également noté la nécessité d'un cadre d'action englobant, notamment: la mobilisation de financements, la coopération et le transfert technologique, l'engagement de toutes les parties prenantes, y compris à travers des partenariats; et la mise de la science, de l'éducation et de l'innovation au service du développement durable. Il a indiqué qu'il y avait un appel à la mise en place d'un cadre institutionnel renforcé «permettant de faire avancer l'intégration, la mise en œuvre et la cohérence», bien qu'il y ait eu une demande de directives supplémentaires concernant les options. Il a également fait état d'appels à s'assurer de la responsabilisation et de l'élaboration d'un recueil

ou d'un registre des engagements, et a encouragé les délégations et les grands groupes à rester activement engagés. En réponse à une question posée par l'Argentine, plus tôt dans l'après-midi, pour savoir si un groupe d'experts sur les questions liées aux océans et si une équipe spéciale sur les ODD, ont été formés, Sha a indiqué que son bureau crée des groupes de travail pour examiner les questions sur lesquelles les Etats membres pourraient souhaiter en savoir davantage.

Le coprésident Kim a déclaré que la réunion a fait de bons progrès, que la vision est claire, qu'il est admis que le résultat doit être ambitieux et orienté davantage vers l'action et qu'un document ambitieux nécessitera des négociations tout aussi ambitieuses. Il a annoncé que les délégations doivent soumettre leurs propositions d'amendements aux articles 3, 4 et 5 de l'avant-projet d'ici le 29 février 2012, et qu'un document de compilation sera créé. Il a encouragé les délégués à rester en contact officieux les uns avec les autres, et a levé la séance à 18h06.

BRÈVE ANALYSE DE LA CONSULTATION NON OFFICIELLE DE LA CNUDD

L'optimisme: le carburant des héros, l'ennemi du désespoir, le créateur de l'avenir.

--Max More

Le Secrétaire général Ban Ki-moon, a placé le développement durable au sommet du programme de son deuxième mandat quinquennal lors d'une réunion parallèle aux consultations informelles de janvier de 2012 sur «l'avant-projet» du document final de la Conférence des Nations unies sur le développement durable. Le Secrétaire général a énuméré les mesures qu'il pense devoir être prises par la communauté mondiale en vue de construire «l'avenir que nous voulons», en utilisant le même titre que le projet de document en cours de négociation pour la CNUDD. La mise en relief du développement durable de cette manière a permis un début prometteur de la première session de négociation sur la route de Rio.

Dans les négociations elles-mêmes, les gouvernements ont démontré qu'ils sont désormais engagés dans le processus et qu'ils sont en train d'examiner les produits de Rio+20 qui pourraient construire «l'avenir que nous voulons». Les près de 100 observations liminaires sur le l'avant-projet, dont plusieurs étaient présentées par des ambassadeurs, ont permis la poursuite de l'élaboration du document final, l'avant-projet servant toujours de point focal commun. Certaines options, pour ces produits, ont vu leur formulation améliorée, même si tous les participants reconnaissent que beaucoup restait encore à faire. La présente analyse passe en revue ces développements, ainsi que certains des obstacles qui restent à franchir et opportunités qui restent à saisir sur la route de Rio.

EXERCICE D'ECHAUFFEMENT

En quittant le siège de l'ONU, vendredi 27 janvier, beaucoup de participants ont affirmé que les consultations informelles ont accompli leur rôle dans le processus d'élaboration du résultat de Rio+20: les négociations ont commencé, avec l'avant-projet pour plate-forme. A leur réunion précédente, en décembre 2011, les délégués avaient chargé le Bureau et ses co-présidents de la responsabilité de buriner les 6000 pages des soumissions en un projet de texte propre à former une plate-forme acceptable pour le démarrage des négociations. Les participants ont reconnu que

cela n'a pas été facile de réussir l'exploit d'élaborer l'avant-projet de 19 pages, qui a été rendu le 10 janvier 2012. Bien que la plupart des intervenants aient déclaré que davantage d'ambition est nécessaire, nombre de délégations ont estimé que l'avant-projet était un bon «point de départ» dans lequel elles allaient pouvoir insérer la plupart des amendements qu'elles souhaitaient.

Beaucoup ont reconnu que l'ambition allait devoir provenir des gouvernements eux-mêmes au cours de l'élaboration de leur réaction collective aux défis identifiés. «Le Secrétariat et le Bureau ont fait du bon travail de mise en place de l'arbre de Noël, et nous sommes maintenant en train de le décorer», a déclaré un délégué vétéran. La plupart des participants ont convenu qu'il y aura peu de ressemblance entre le document final et l'avant-projet initial. En effet, le coprésident Sook Kim a indiqué que le texte des deux premiers chapitres est passé de 2 pages et demi à 31 pages, dans lesquelles toutes les propositions ont été intégrées, et beaucoup ont perçu cela comme un signe avant-coureur des choses à venir. A ce rythme d'amendements, certains s'attendent à ce que d'ici fin février, lorsque toutes les propositions auront été soumises, les délégués auront à passer au crible pas loin de 200 pages.

DETERMINER LES PRODUITS A LIVRER

Les deux principaux thèmes de Rio+20, à savoir, le cadre institutionnel du développement durable (CIDD) et l'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, bénéficieront davantage de concentration lorsque les chapitres de l'avant-projet, consacrés à ces thèmes, seront repris à partir de mars prochain. Cependant, un certain nombre d'autres propositions pour les produits éventuels à livrer, ont continué à prendre forme, même si, pour la plupart des options, des ébauches seulement sont actuellement identifiées et que beaucoup de détails y restaient à travailler.

S'agissant des CIDD, alors qu'au mois de décembre, les délégations avaient fait part de leur soutien général à l'idée de transformer la Commission du développement durable (CDD) en un Conseil du développement durable (DDC), en janvier, certaines délégations ont posé la question de savoir quelle pouvait être la valeur ajoutée de cette transformation. D'autres ont demandé de plus amples renseignements sur les possibilités de renforcer le Conseil économique et social (ECOSOC). Certains participants ont déclaré craindre que, sans la survenue d'une évolution de la volonté politique à l'égard du développement durable, l'établissement d'un DDC n'apporterait aucune amélioration par rapport à ce qui existe déjà, et ne sera pas plus qu'un «réarrangement des transats sur le Titanic». Les deux alternatives, le renforcement ou le reclassement du Programme des Nations unies pour l'environnement sont restées fermement sur la table.

Un examen plus approfondi de l'économie verte est également prévu en mars, certains intervenants ayant continué de souligner qu'une définition claire faisait encore défaut. Un diplomate expérimenté a déclaré s'attendre à ce que la définition finale soit «suffisamment vague», de sorte que chaque pays puisse adapter le concept à ses besoins particuliers, un autre a déclaré craindre que l'absence d'une définition ait pour conséquence d'aboutir à «un slogan onusien vide de sens.»

La proposition d'élaborer des objectifs de développement durable (ODD), avancée d'abord par la Colombie et le Guatemala, a continué de susciter l'intérêt, comme option

importante pour les résultats à livrer par Rio, notamment lors du débat informel très suivi tenu en marge de la réunion. En réponse à une certaine inquiétude quant au risque de voir les ODD venir remplacer les OMD, la Colombie et d'autres ont réitéré que les ODD viendraient plutôt compléter et s'appuyer sur les OMD, tout en étant universellement appliqués. Certains ont indiqué que les ODD étaient susceptibles d'être «confrontés à davantage d'intérêts contradictoires que les OMD», amenant tout processus à réduire et les thèmes finaux et la force des formulations. Un certain nombre d'options a été souligné comme étant disponible pour permettre une progression de la proposition des ODD dans les cinq prochains mois, passant de l'entente sur des thèmes de base, à l'acceptation du lancement du processus de leur élaboration, à la détermination de quelques thèmes, tels que l'énergie et la sécurité alimentaire, et à l'acceptation de les tester «pour voir s'ils tiennent la route» avant d'en élaborer un ensemble complet. Tout en appuyant pleinement l'idée d'établir des ODD, certains membres de la société civile ont souhaité être assurés que le processus sera complètement ouvert à la participation de la société civile, lors de l'élaboration des objectifs et des mesures et indicateurs connexes. Ils ont rappelé, qu'après tout, de nombreux membres de la société civile, comme les peuples autochtones et la communauté scientifique, sont les détenteurs d'une grande partie des connaissances et expertises relatives à certains thèmes susceptibles d'être élaborés en ODD.

Divers participants ont déclaré attendre avec intérêt la poursuite des discussions sur un certain nombre d'autres réalisations possibles. Par exemple, certains ont dit qu'un accord sur une quantification du développement durable à l'aide d'autre chose que le produit intérieur brut (PIB) serait «une percée révolutionnaire», proposant, entre autres, le bonheur et la santé, comme unités de mesure possibles. D'autres groupes ont continué à soutenir la proposition de nommer un médiateur ou un haut-commissaire, pour les générations futures, en vue de promouvoir le développement durable. Un certain nombre de participants a mis en exergue le cadre décennal de programmation de modes de consommation et de production durables, comme l'un des résultats devant être livrés par Rio. «Ce cadre est pratiquement déjà convenu», a rappelé un participant, en se référant au texte négocié à la 19^{ème} session de la Commission du développement durable, mais qui n'a pas été adopté en raison de l'absence d'un accord sur d'autres points. Beaucoup ont signalé qu'ils s'attendaient à quelque chose sur les moyens d'application. Des options pour un mécanisme ou élément scientifique, avec des possibilités qui ont englobé un appel à un rapport périodique sur l'état du développement durable au niveau mondial, ont également été soulignées comme un résultat éventuel. Et la proposition d'un recueil ou registre des engagements, figurant à la fin de l'avant-projet, ainsi que des suggestions de mesures et d'actions concrètes et limitées dans le temps pourraient être élaborés dans les prochains mois.

ENCORE DES DEFIS A RELEVER SUR LA ROUTE DE RIO

Bien que beaucoup se soient montrés optimistes quant aux progrès accomplis et aient déclaré être confiants qu'un bon résultat à Rio était possible, des défis restent encore à relever. «Les chances d'aboutir à un document ambitieux sont là, mais c'est la volonté politique qui ne l'est pas jusqu'ici», a déclaré un participant aguerrri. Des intervenants de toutes les régions et de tous les groupes ont indiqué estimer que l'avant-projet n'est pas déséquilibré, quelques-uns d'entre eux soulignant

que les domaines prioritaires proposés sont «lourds au plan environnemental». Beaucoup ont indiqué: que ce problème a empoisonné l'agenda du développement durable depuis sa création; que le développement durable est encore «formulé» au sein de ministères de l'environnement, et ont expliqué que, par conséquent, les pays en sont encore à envoyer des représentants issus essentiellement de ces ministères. L'appel du bien défendu, à la participation d'autres ministères, tels que ceux des finances, de la santé, de la culture, du commerce et de l'agriculture, a été soulevé, l'un des intervenant dans ce sens expliquant que «l'intégration des trois piliers d'une manière équilibrée est quelque chose que nous devons traiter en vue de leur conciliation, à Rio, si nous voulons vraiment parvenir à un développement durable et éradiquer la pauvreté». Certains ont inversé l'appel, précisant que l'intégration doit commencer au niveau national, que les pays doivent l'identifier comme une priorité et intégrer ces thèmes dans leurs plans nationaux de développement. En d'autres termes, certains ont estimé que le travail à faire durant les 145 jours qui séparent la fin des consultations de janvier et l'ouverture de Rio+20 devrait bénéficier d'une introspection, outre l'exploration des propositions retenues pour l'examen intergouvernemental.

NOUS, LES REPRESENTANTS DES PEUPLES DU MONDE

«Il ne saurait y avoir de développement durable sans l'implication et la participation active des grands groupes», a déclaré le coprésident Sook Kim à l'issue d'une consultation, tenue vendredi soir, entre le Bureau et les parties prenantes. Plus de 200 représentants de la société civile ont pris part à la réunion de New York, plus de 140 ont participé à une session de formation organisée juste avant la réunion et plus de 500 ont présenté des observations sur le document de compilation. Les hôtes brésiliens sont en train de planifier la participation et l'implication des parties prenantes importantes à Rio, avec des tables rondes organisées par les grands groupes durant les quatre jours (que certains appellent «les jours sandwich») entre le PrepCom final et la réunion de Rio+20 elle-même. Les grands groupes ont toujours été engagés et ont toujours eu de bons rapports avec le Bureau et ses co-présidents, et c'est le Bureau lui-même qui a pris, à cette réunion, l'initiative de la consultation avec les parties prenantes.

Il est clair que maintenant plus que jamais, la société civile joue un rôle de plus en plus important dans le processus et dans le développement durable. Le défi à relever consiste à intégrer ce rôle dans un processus intergouvernemental - un défi qui a été perceptible de manière particulière durant le débat autour du premier paragraphe de l'avant-projet. Certaines délégations y ont cherché à rendre le document «plus intégratif» en faisant référence à la société civile dans la première phrase, tandis que d'autres ont souligné que le document devait être négocié par les gouvernements, rendant difficile à d'autres groupes de prendre une quelconque responsabilité dans la déclaration. Cette petite ouverture sur l'évolution des régimes de gouvernance mondiale va continuer à jouer dans les préparatifs de Rio et certains ont souligné que l'élément clé, pour la pertinence de Rio, sera la façon dont les résultats anticiperont les réalités de l'avenir au lieu de s'appuyer sur les structures de gouvernance du passé.

Le Brésil a clairement exprimé son intention de faire de Rio+20 la plus grande conférence des Nations Unies de l'histoire, plus grande encore que la Conférence de Copenhague

de 2009 sur le changement climatique, qui a réuni plus de 100 chefs d'Etat et de gouvernement. Mais avec cette invitation, de grands espoirs sont suscités de voir les convives y venir pour y prendre part à quelque chose d'historique. Bien qu'il ne reste plus guère que quelques jours de négociations avant Rio et que d'aucuns craignent qu'il n'y aura pas assez de temps de négociation pour concrétiser ces attentes, les grands changements survenus dans le monde durant la première moitié de 2011 donnent à penser que l'optimisme qui animait ceux qui ont quitté le siège de l'ONU à la fin des consultations informelles de janvier, n'est pas mal placé. «Nous devons montrer au monde que nous entendons concrétiser et ferons en sorte que les choses ne se passeront pas comme à l'habitué», a déclaré le Secrétaire général de la CNUDD, Sha Zukang dans son discours de clôture. «Nous ne devons pas rentrer de Rio pour oublier nos engagements le jour suivant.»

REUNIONS A VENIR

Pour en savoir davantage sur d'autres réunions menant à la Conférence de Rio+20, consulter la page d'accueil de la CNUDD à l'adresse: <http://www.uncsd2012.org/ou> la base de données de l'IIDD sur les politiques et pratiques de développement durable à l'adresse: <http://uncsd.iisd.org/>

Lancement du Rapport final du Groupe de travail de haut niveau du Secrétariat général de l'ONU sur la durabilité mondiale: Le Groupe de haut niveau sur la durabilité mondiale (GDM) remettra son rapport final au Secrétaire général. L'événement qui verra le lancement du rapport se déroulera à Addis-Abeba, en Ethiopie, au cours du Sommet de l'Union africaine (UA). Jacob Zuma, président de l'Afrique du Sud et coprésident du GDM, se chargera de la présentation du rapport, au nom du Groupe. **date:** 30 janvier 2012 **lieu:** Addis Ababa, Ethiopie **contact:** GSP Secretariat **tél.:** +1-917-367-4207 **courriel:** gsp-secretariat@un.org **www:** <http://www.un.org/wcm/content/site/climatechange/pages/gsp>

Vers une nouvelle gouvernance mondiale de l'Environnement: Organisée conjointement par le ministère français de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement et le ministère des Affaires étrangères et européennes, cette conférence vise à regrouper les attentes de la société civile et à encourager la discussion sur la réforme de la gouvernance mondiale de l'environnement et la place des acteurs non-étatiques en son sein. **date:** 31 janvier 2012 **lieu:** Paris, France **contact:** Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement **courriel:** rio2012@developpement-durable.gouv.fr **www:** <http://www.conference-rio2012.gouv.fr/>

18^e Réunion du Forum des ministres de l'environnement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes: Cette réunion biennale des ministres de l'environnement est organisée par le bureau régional du PNUE. Les ministres y auront à examiner, entre autres, l'application des engagements et accords conclus à Rio en 1992, et à délibérer sur les questions nouvelles, émergentes et prioritaires de la région et sur d'autres sujets, sur le chemin de la CNUDD qui se tiendra en juin 2012. **dates:** 31 janvier - 3 février 2012 **lieu:** Quito, Equateur **contact:** UNEP Regional Office for Latin America and the Caribbean **tél.:** +507-305-3100 **télécopie:** +507-305-3105 **courriel:** enlace@pnuma.org **www:** <http://www.pnuma.org/forumofministers/18-ecuador/html/documents.htm>

Sommet de Delhi de 2012 sur le développement durable: Le thème du Sommet de Delhi de 2012 sur le développement durable est «Protéger le patrimoine commun mondial: 20 ans après Rio», et les discussions feront le bilan de la situation depuis le Sommet de Rio en 1992. **dates:** 2-4 février 2012 **lieu:** Delhi, Inde **contact:** Summit Secretariat **tél.:** +91-11-24568-2100, 4150 4900 **télécopie:** +91-11-24682144, 24682145 **courriel:** dsds@teri.res.in **www:** <http://dsds.teriin.org/2012/>

Rio+20: Jeter des passerelles entre les Technologies de connexion et le développement durable (USRIO+20): Organisé par le Département d'Etat américain et représentant l'une des contributions du gouvernement américain aux préparatifs de Rio+20, cet événement mettra l'accent sur l'utilisation des technologies de connexion pour l'avancement des solutions du développement durable dans les domaines de la santé, de l'environnement, de l'agriculture et de la croissance économique durable. **dates:** 2-4 février 2012 **lieu:** Palo Alto, California, US **www:** <http://csi.gsb.stanford.edu/rio20-conference>

Forum francophone pour la préparation de Rio+20: Ce Forum permettra à la Francophonie d'élaborer une position avant la CNUDD. Organisé par l'Organisation internationale de la Francophonie, ce forum international tiendra des tables rondes sur l'économie verte et sur la gouvernance du développement durable. **dates:** 8-9 février 2012 **lieu:** Lyon, France **contact:** Organisation internationale de la Francophonie **tél.:** +33-1-44-11-12-50 **télécopie:** +33-1-44-11-12-80 **www:** <http://www.francophonie.org/Forum-francophone-preparatoire-a.html>

Points de vue des entreprises sur la croissance durable: les préparatifs de Rio+20: Organisée par KPMG International, en coopération avec le Pacte mondial des Nations Unies, le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) et le PNUE, ce sommet mondial vise à faciliter les solutions préconisées par le monde de l'entreprise face aux défis posés à la durabilité. Il vise également à élaborer un programme prospectif permettant de se concentrer sur la croissance verte mondiale. Ses résultats seront partagés au cours de la CNUDD. **dates:** 14-16 février 2012 **lieu:** New York, US **courriel:** us-sscscgosummit@kpmg.com **www:** <http://www.kpmg.com/Global/en/WhatWeDo/Special-Interests/climate-change-sustainability-services/Pages/global-summit.aspx>

12^{ème} Session extraordinaire du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial: Le Conseil d'administration/Forum ministériel mondial, à sa 12^{ème} session extraordinaire, se concentrera sur les thèmes de la CNUDD liés à l'économie verte et à la gouvernance environnementale internationale et sur les thèmes émergents. **dates:** 20-22 février 2012 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Jamil Ahmad, UNEP **tél.:** +254-20-762-3411 **télécopie:** +254-20 762-3929 **courriel:** sgc.sgb@unep.org **www:** <http://www.unep.org/gc/gcss-xii/>

Rio+20: Projets de 'Green Bridge' – une contribution concrète à une économie verte: Cette table ronde cherchera à déterminer les projets prioritaires du programme de partenariat «Green Bridge» et à préparer une contribution à la CNUDD sur le processus de transition vers l'économie verte. **dates:** 22-23 février 2012 **lieu:** Astana, Kazakhstan **contact:** Assem Sadykova **courriel:** sadykova@eco.gov.kz **www:** <http://www.greenbridgepartnership.net/eng/>

Réunion de haut niveau extraordinaire de l'ECOSOC avec les institutions de Bretton Woods, l'OMC et la CNUCED: La réunion de haut niveau extraordinaire du Conseil économique et social (ECOSOC) avec les Institutions de Bretton Woods

(Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) analysera les questions d'intérêt commun liés à l'économie mondiale et au développement durable. **dates:** 13-14 mars 2012 **lieu:** New York, US **contact:** UN Financing for Development Office **www:** <http://www.un.org/esa/ffd/>

GLOBE 2012: GLOBE 2012 est organisée par la Fondation GLOBE, dans le cadre de sa collaboration avec l'Initiative du PNUE sur le financement (IF du PNUE), pour offrir des plates-formes de réflexion, de dialogue et d'action dans le monde entier, par les services de financement et d'investissement communautaire, dans le cadre des préparatifs de la CNUDD. **dates:** 14-16 mars 2012 **lieu:** Vancouver, Canada **contact:** Globe Foundation **tél.:** +1-604-695-5001 **télécopie:** +1-604-695-5019 **courriel:** info@globeseries.com **www:** <http://2012.globeseries.com/>

313^e Session de l'Organe d'administration de l'OIT: Cette session du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (OIT) comprend un point de l'ordre du jour consacré au thème «L'OIT et le système multilatéral: Préparatifs de l'OIT pour Rio+20», programmé pour l'élaboration de recommandations en rapport avec la CNUDD. **dates:** 15-30 mars 2012 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** ILO **tél.:** +41 (0) 22-799-6111 **télécopie:** +41 (0) 22-798-8685 **courriel:** ilo@ilo.org **www:** http://www.ilo.org/gb/GBSessions/WCMS_170928/lang--en/index.htm

Dialogue sur la transition mondiale vers l'économie verte: Organisé par la *Global transition 2012*, cet événement mettra l'accent sur les thèmes clés de l'avant-projet du document de la CNUDD liés à l'économie verte. **dates:** 17-18 mars 2012 **lieu:** New York, Etats-Unis **contact:** Global Transition 2012 **courriel:** kirstys@stakeholderforum **www:** <http://globaltransition2012.org/dialogues/>

Premières négociations «informelles informelles» sur le projet de Document final de la CNUDD: Fondée sur la décision prise à la réunion du Bureau de la CNUDD, le 22 décembre 2011, cette réunion sera la première des négociations «informelles informelles» sur l'avant-projet du document final. **dates:** 19-23 mars 2012 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** http://www.uncsd2012.org/rio20/meetings_informals.html

Troisième réunion intersessions relative à la CNUDD: La troisième réunion intersessions du Comité préparatoire de la CNUDD aura lieu immédiatement après les négociations informelles. **dates:** 26-27 mars 2012 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

Planète sous pression: nouvelles connaissances vers des solutions: La conférence discutera des solutions permettant de mettre la société sur la voie de la durabilité et de fournir un leadership scientifique vers la CNUDD. **dates:** 26-29 mars 2012 **lieu:** Londres, Royaume-Uni **contact:** Jenny Wang **tél.:** +86-10-8520-8796 **courriel:** Jen.wang@elsevier.com **www:** <http://www.planetunderpressure2012.net>

Réunion de haut niveau sur le bonheur et le bien-être: Cette réunion de haut niveau réunira des experts pour travailler ensemble sur la détermination des mesures, comptes et mécanismes financiers nécessaires à la disponibilité d'un modèle économique fondé sur le bonheur d'être, et son intégration dans les politiques nationales. La réunion fait suite à résolution 65/309

de l'Assemblée générale, qui appelle à une «approche holistique du développement», visant à promouvoir le bonheur et le bien-être durable. **date:** 2 avril 2012 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Claire Bulger, Special Assistant to Jeffrey Sachs **tél.:** +1-347-439-2173 **courriel:** cbulger@ei.columbia.edu **www:** <http://world-happiness.org/>

CNUCED XIII: La 13^{ème} Session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED XIII) se tiendra en avril 2012 sur le thème «Pour une mondialisation centrée sur le développement: vers une croissance et un développement intégratifs et durables». **dates:** 21-26 avril 2012 **lieu:** Doha, Qatar **contact:** UNCTAD Secretariat **tél.:** +41-22-917-1234 **télécopie:** +41-22-917-0057 **courriel:** meetings@unctad.org **www:** <http://www.unctad.org>

Deuxièmes négociations «informelles informelles» sur le document final de la CNUDD: Cette réunion devrait poursuivre la négociation du projet de document final de la CNUDD. Les dates n'ont pas encore été confirmées. **dates:** 30 avril - 4 mai 2012 (provisaires) **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

Forum sur la Science, la Technologie et l'Innovation pour le Développement Durable: Ce Forum offrira un espace pour des discussions scientifiques interdisciplinaires et un dialogue entre scientifiques, décideurs politiques, les grands groupes et autres parties prenantes. Les principaux messages conclusions du Forum seront présentés à la CNUDD. **dates:** 11-15 juin 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** Maureen Brennan **tél.:** +33 (0) 1 4525 0677 **courriel:** Maureen.Brennan@icsu.org **www:** <http://www.icsu.org/rio20/science-and-technology-forum>

Troisième PrepCom de la CNUDD: La troisième réunion du Comité préparatoire de la CNUDD aura lieu au Brésil, juste avant Rio+20. **dates:** 13-15 juin 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

Congrès mondial sur la justice, la gouvernance et le droit relatif à la durabilité environnementale: Cet événement est prévu juste avant la CNUDD. Il est organisé par le PNUE et cherchera à apporter une contribution à Rio+20 en favorisant un consensus mondial entre les acteurs pertinents, tels que ceux engagés dans le développement du droit, les juges en chef et les juges principaux, les procureurs généraux et les procureurs impliqués dans l'interprétation et l'application des lois. **date provisoire:** juin 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** Jacob Duer **tél.:** +254-20-7624-489 **télécopie:** +254-20-7621-234 **courriel:** Jacob.Duer@unep.org **www:** <http://www.unep.org/dec/worldcongress/>

Conférence internationale sur les Solutions pour une Planète Durable: L'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) travaille avec ses partenaires au Brésil et avec les réseaux et alliances internationaux, à l'organisation d'une série de réunions simultanées, pour la présentation et la discussion de cinq principales «solutions pour une planète durable» en vue de générer un engagement en faveur de l'action sur des questions clés figurant à l'ordre du jour de la CNUDD. **dates:** 16-17 juin 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** IIED **tél.:** +44 (0)20-3463-7399 **télécopie:** +44 (0)20-3514-9055 **courriel:** info@iied.org **www:** <http://www.solutionsforsustainableplanet.org>

Forum de Rio+20 sur la durabilité de l'entreprise:

Innovation et collaboration pour l'avenir que nous voulons: Le Forum de la CNUDD sur la durabilité de l'entreprise donnera aux entreprises et aux investisseurs l'occasion de rencontrer les gouvernements, les autorités locales, la société civile et des entités de l'ONU dans des ateliers et des séances thématiques très ciblés liés aux thèmes figurant à l'ordre du jour de Rio+20.

dates: 15-18 juin 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** UN Global Compact Office **tél.:** +1-212-907-1347 **télécopie:** +1-212-963-1207 **courriel:** rio2012@unglobalcompact.org **www:** <http://www.unglobalcompact.org/>

Sommet des peuples à la CNUDD: Le Sommet des peuples est organisé par 150 organisations, entités et mouvements sociaux de différents pays. Il est prévu de se dérouler parallèlement à la CDD. L'objectif du Sommet est de demander aux gouvernements de conférer un pouvoir politique à la Conférence. **dates:** 18-23 juin 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **courriel:** contact@forums.rio20.net **www:** <http://rio20.net/en/>

Conférence des Nations Unies sur le développement durable: La CNUDD marquera le 20^e anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet de la Terre), qui s'était réunie à Rio de Janeiro, au Brésil en 1992. **dates:** 20-22 juin 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** UNCS D Secretariat **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

GLOSSAIRE

CDPCPD	Cadre décennal de programmes sur la consommation et la production durables
CDD	Commission du développement durable
ECOSOC	Conseil Economique et Social des Nations Unies
CIDD	Cadre institutionnel du développement durable
PMA	Pays les moins avancés
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (ou CNUDD)
MCPD	Modes de consommation et production durables
ODD	Objectifs du développement durable
PEID	Petits États insulaires en développement
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
CNUDD	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (ou Rio+20)
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
SMDD	Sommet mondial sur le développement durable